



RÉGION ACADÉMIQUE  
GRAND EST

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Rapport d'activité des services

**ANNÉE 2022-2023**

Académie de  
**REIMS**

Académie de  
**NANCY-METZ**



Académie de  
**STRASBOURG**



# Éditorial



Ce premier rapport d'activité des services régionaux de la région académique Grand Est présente l'action de ces services créés à partir de janvier 2020 dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale de nos ministères. Implantés dans les trois académies de Nancy-Metz, Reims et Strasbourg, ces services impulsent et coordonnent, sous l'autorité du recteur de région, en lien avec les recteurs d'académie et la rectrice déléguée à l'Enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation, les politiques publiques régionales au service de nos territoires, de nos établissements et de nos élèves.

Dans ce nouveau cadre, la région académique Grand Est permet de garantir une cohérence de l'action au niveau régional tout en assurant un pilotage de proximité. Le pilotage concerté des politiques éducatives mises en œuvre à l'échelle de la région académique permet en effet d'en garantir la pleine cohérence sur l'ensemble du territoire dans l'enseignement scolaire, sur les champs jeunesse et sport de même que dans l'Enseignement supérieur et la Recherche.

Neuf services régionaux et quatre services inter-académiques structurent la région académique Grand Est et œuvrent au quotidien en faveur de la réussite de tous les élèves et de tous les étudiants, pour leur bien-être ainsi que pour celui des personnels.

L'action de la région académique est fixée dans le cadre de la feuille de route 2021-2023 établie en lien avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques. A mes côtés, le secrétaire général de la région académique pilote l'action des services en charge de la mise en œuvre de notre feuille de route. Il conçoit, met en œuvre et accompagne la nouvelle organisation fonctionnelle et territoriale des services de la région académique.

Au-delà des compétences désormais régionalisées, l'ensemble des actions coordonnées est fondé sur la recherche constante de l'amélioration du service rendu à l'ensemble de la communauté éducative : aux élèves, aux familles, aux étudiants, aux personnels.

Nouvellement créée et encore en construction, la région académique Grand Est a à cœur de poursuivre son développement et son action au service d'une « École qui instruit, émancipe et protège », selon les priorités de l'année scolaire 2023-2024 fixées par le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

A travers ce bilan, je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble des personnels de la région académique de leur engagement au quotidien. Je salue également la préfecture de région ainsi que la Région Grand Est et l'ensemble de nos partenaires avec qui nous travaillons étroitement au quotidien.

Ensemble, nous continuerons à œuvrer en faveur d'une éducation de qualité, sur tous les territoires, en formant les citoyens éclairés de demain.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Richard Laganier'.

Richard Laganier  
Recteur de la région académique Grand Est,  
recteur de l'académie de Nancy-Metz,  
chancelier des universités



## La région académique Grand Est

- Présentation ..... 6
- Missions et domaines d'action..... 7
- Organigrammes ..... 8

## Rapport d'activité des services régionaux

- Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES)..... 12
- Délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation (DRARI) ... 16
- Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage (DRAFPICA)..... 19
- Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation (DRAIO).. 22
- Délégation régionale académique au numérique éducatif (DRANE) ..... 26
- Délégation de région académique aux relations européennes, internationales et à la coopération (DRAREIC)..... 31
- Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES) ..... 34
- Direction de l'immobilier de la région académique Grand Est (DIRAGE)..... 39
- Direction régionale académique des achats (DRAA)..... 43

## Rapport d'activité des services inter-académiques

- Direction des systèmes d'information du Grand Est (DSIGE)..... 50
- Service inter-académique des concours (SIAC) ..... 52
- Service inter-académique des statistiques (SIAS)..... 54
- Service inter-académique des affaires juridiques (SIAAJ) ..... 56

# **| La région académique Grand Est**

## LA RÉGION ACADÉMIQUE GRAND EST

Créée en janvier 2020, la région académique Grand Est est constituée des académies de Nancy-Metz, Reims et Strasbourg. Elle accueille 935 000 élèves dans 4639 écoles et 915 collèges et lycées. Avec 215 000 étudiants, la région académique Grand Est se situe au 5<sup>e</sup> rang des 13 régions métropolitaines en terme d'effectifs et se caractérise par un haut potentiel scientifique.

Le pilotage d'un certain nombre de missions stratégiques est désormais assuré dans un cadre régional (carte des formations professionnelles et continues, apprentissage, enseignement supérieur, recherche et innovation, information et orientation, numérique éducatif, international, jeunesse, engagement et sports, immobilier de l'Etat, achat) et une plus grande mutualisation des fonctions "support" est recherchée (systèmes d'information, concours, études et statistiques, fonctions juridiques).

### — La région académique Grand Est est compte ainsi 9 services régionaux :

- Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES)
- Délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation (DRARI)
- Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage (DRAFPICA)
- Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation (DRAIO)
- Délégation régionale académique au numérique éducatif (DRANE)
- Délégation de région académique aux relations européennes, internationales et à la coopération (DRAREIC)
- Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES)
- Direction de l'immobilier de la région académique Grand Est (DIRAGE)
- Direction régionale académique des achats (DRAA)

### — et 4 services inter-académiques :

- Direction des systèmes d'information du Grand Est (DSIGE)
- Service inter-académique des concours (SIAC)
- Service inter-académique des statistiques (SIAS)
- Service inter-académique des affaires juridiques (SIAAJ)

## Missions et domaines **d'action**

---

Transformation de l'action administrative

Enseignement supérieur, Recherche et Innovation

Politiques interministérielles

Relations partenariales

Politique  
des achats

Fonds européens

Information, orientation et lutte  
contre le décrochage scolaire

Jeunesse et sport

Numérique  
éducatif

Relations européennes  
et internationales

Formation professionnelle initiale  
et continue, et apprentissage

Contrat de plan  
État-Région

Schéma prévisionnel des formations  
des collèges et lycées publics (EPL)

Politique  
immobilière



Contactez le Secrétariat général de la région académique Grand Est :  
[ce.sgra@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.sgra@region-academique-grand-est.fr)

**Recteur de la région académique Grand Est**  
**Recteur de l'académie de Nancy-Metz**  
**Chancelier des universités**  
**Richard LAGANIER**

**Rectrice déléguée pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation**  
 Véronique PERDEREAU

**Recteur de l'académie de Strasbourg**  
 Olivier FARON

**Recteur de l'académie de Reims**  
 Vincent STANEK

**Secrétariat Général de la région académique Grand Est**  
 François BOHN  
**Adjointe au Secrétaire général de région académique**  
 Christelle DIDOT-MARTIN  
 Isabelle COMTE

**Directeur de cabinet**  
 Sébastien MATHÉY  
**Secrétaire Générale d'académie**  
 Claudine MACRESY-DUPOURT

**Directeur de cabinet**  
 Franck HOUDELET  
**Secrétaire Générale d'académie**  
 Sandrine CONNAN

**Délégation régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES)**  
 Isabelle COMTE  
**Adjointe**  
 Julien JACQUOT  
 Remy MERTEENS

**IA-DASEN Inspecteurs d'académie Académiques des Services de l'Éducation Nationale**  
 Bas-Rhin  
 Jean-Pierre GENEVIEVE  
 Haute-Rhin  
 Nicolas FLEDGROOTEN

**IA-DASEN Inspecteurs d'académie Académiques des Services de l'Éducation Nationale**  
 Ardennes  
 Catherine MOALIC  
 Aube  
 Aline VO QUANG  
 Haute-Marne  
 Michel FONNÉ  
 Marne  
 Bruno CLAVAL

**Délégation régionale académique à l'orientation et à l'insertion professionnelle (DRAIO)**  
 Laurence NAERT  
**Adjointe**  
 Valérie ANCLIN  
 Christian CHARDIN  
 Stéphane KLEIN

**Délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation (DRARI)**  
 Sébastien DESCOTES-GENON  
**Adjointe**  
 Pascaline TOUTOIS  
 Claude DESCORME

**Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue (DRAEIC)**  
 Isabelle WOLF  
**Adjointe**  
 Adeline WILLAUME-BABIN  
 Thibaut TRIQUENEAUX  
 Nolwenn HASS (DTA)

**Cabinet**  
 Directrice de cabinet  
 Anne PADIER SAVOUROUX  
**Directeur adjoint de cabinet**  
 Victor GAUDEAUX  
**Chef de cabinet du recteur**  
 Pierre-André MERCIER  
**Cheffe de cabinet, directrice de cabinet adjointe en charge de l'Enseignement Supérieur**  
 Sophie PIERRON  
**Direction de la pédagogie**  
 Laurent HOPPE

**Direction de la communication**  
 Sandra REIMBERGER (par interim)  
**Attachée de presse :**  
 Marie SIMON  
**Conseillère sûreté-sécurité et responsable de l'équipe mobile de sécurité**  
 Karine BURNOT  
**Conseillère technique établissements et vie scolaire, responsable académique du carré régulier**  
 Anne BOYARD  
**Conseiller technique établissements et vie scolaire**  
 Remy KOHLER

**Conseillers techniques établissements et vie scolaire**  
 Remy KOHLER  
**Conseillers techniques établissements et vie scolaire**  
 Remy KOHLER

**Conseillers académiques**  
**Formation professionnelle initiale et continue**  
 Stéphanie PERRON  
**Information-orientation**  
 Valérie ANCLIN  
**Numérique éducatif**  
 Christine FRANCOIS  
**Assistante sociale conseillère technique, référente académique harcèlement**  
 Sylvie WOLFRAGER  
**École Inclusive**  
 Hervé BERTIN  
**Premier degré**  
 Céline FLITZ  
**Infirmière conseillère technique**  
 Christine GRANÉ  
**Médecin conseiller technique**  
 Eric TURBAN  
**Inspection santé sécurité au travail**  
 Joséphine SALZGEBER  
**École académique de la formation continue**  
 Véronique ZAERCHER-KECK  
**Formation des personnels d'encadrement**  
 Pierre-Jean VERGES  
**Relations européennes, internationales et coopération**  
 Adeline WILLAUME-BABIN  
**Transfrontalier et allemand**  
 Nolwenn HASS  
**Éducation artistique et action culturelle**  
 Sophie RENAUDIN  
**Vie lycéenne et collégienne**  
 Thomas BÉNARD  
**Sport scolaire / Directeur régional UNSS Nancy-Metz**  
 Geoffrey LOIODICE  
**Défense**  
 Stéphanie DOUILLOT

**Délégation régionale académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération (DRAEIC)**  
 Isabelle WOLF  
**Adjointe**  
 Adeline WILLAUME-BABIN  
 Thibaut TRIQUENEAUX  
 Nolwenn HASS (DTA)  
**Direction de l'immobilier de la région académique Grand Est (DIRAGE)**  
 Gilles CARON  
**Adjointe**  
 Cyril CREPPY  
 Véronique MAZROYER

**Direction régionale académique des achats (DRAA)**  
 Sarah DE BUCK  
**Adjointe**  
 Esther FAVRET

**Secrétariat Général de l'académie de Nancy-Metz**  
 Marie-Laure JEANNIN  
**Adjointe à la Secrétaire générale d'académie**  
 Directeurs Organisation et Performances, Rodolphe DELMET  
 Directeur Ressources Humaines, Laurent SEYER  
**Directeur de projets**  
 Jean-Christophe ARNAUTOU

**Division de l'Organisation Scolaire (DOS)**  
 Etienne L'AMBERT  
**Division des Examens (DE)**  
 Antoine KAZAN  
**Division des Affaires Financières (DAF)**  
 Sarah DE BUCK  
**Délégation Académique à la Protection des Données (DAPD)**  
 Laurent JAIL  
**Délégation Académique de Soutien à l'Action Éducative et aux Établissements (DASAE)**  
 Remy KOHLER

**Délégation Académique à l'Éducation Artistique et à l'Action culturelle (DAAC)**  
 Sophie RENAUDIN  
**Direction des Systèmes d'Information du Grand Est (DSIGE)**  
 Paul-Eric BORDIER  
**Service interacadémique des Affaires Juridiques (SIAJ)**  
 Frédérique Logeard  
**Adjointe Nancy-Metz**  
 Caroline VASSON  
**Service interacadémique des Études et des Statistiques (SIAES)**  
 Paul-Olivier GASCO  
**Adjointe Nancy-Metz**  
 Marie-Véronique HENRY-WITTMANN  
**Service interacadémique des Concours (SIAC)**  
 Yousef LALLITI  
**Adjoint Nancy-Metz**  
 Antoine KAZAN  
**Délégation régionale académique au numérique éducatif (DRANE)**  
 Adj. : Christine FRANCOIS  
 Adj. : Marc NEISS

**Service Social des Personnels**  
 DSDEN 54  
 Caren BOBKO  
 Nathalie HUGON  
 DSDEN 55  
 Clarisse LAUVERGEON  
 DSDEN 57  
 Christelle BARTHEL  
 Sylvie SOLANA  
 DSDEN 88  
 Laurence COMPTÉ  
**Service Santé et Sécurité au Travail (SST)**  
 Thierry BIENAIMÉ  
**Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage**  
 Adj. : Stéphanie PERRON  
**Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation**  
 Adj. : Valérie ANCLIN  
**Délégation régionale académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération**  
 Adj. : Adeline WILLAUME-BABIN  
 Adj. : Nolwenn HASS

**Service Social des Personnels**  
 DSDEN 54  
 Caren BOBKO  
 Nathalie HUGON  
 DSDEN 55  
 Clarisse LAUVERGEON  
 DSDEN 57  
 Christelle BARTHEL  
 Sylvie SOLANA  
 DSDEN 88  
 Laurence COMPTÉ  
**Service Santé et Sécurité au Travail (SST)**  
 Thierry BIENAIMÉ  
**Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage**  
 Adj. : Stéphanie PERRON  
**Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation**  
 Adj. : Valérie ANCLIN  
**Délégation régionale académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération**  
 Adj. : Adeline WILLAUME-BABIN  
 Adj. : Nolwenn HASS

**Service Social des Personnels**  
 DSDEN 54  
 Caren BOBKO  
 Nathalie HUGON  
 DSDEN 55  
 Clarisse LAUVERGEON  
 DSDEN 57  
 Christelle BARTHEL  
 Sylvie SOLANA  
 DSDEN 88  
 Laurence COMPTÉ  
**Service Santé et Sécurité au Travail (SST)**  
 Thierry BIENAIMÉ  
**Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage**  
 Adj. : Stéphanie PERRON  
**Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation**  
 Adj. : Valérie ANCLIN  
**Délégation régionale académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération**  
 Adj. : Adeline WILLAUME-BABIN  
 Adj. : Nolwenn HASS

**Service Social des Personnels**  
 DSDEN 54  
 Caren BOBKO  
 Nathalie HUGON  
 DSDEN 55  
 Clarisse LAUVERGEON  
 DSDEN 57  
 Christelle BARTHEL  
 Sylvie SOLANA  
 DSDEN 88  
 Laurence COMPTÉ  
**Service Santé et Sécurité au Travail (SST)**  
 Thierry BIENAIMÉ  
**Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage**  
 Adj. : Stéphanie PERRON  
**Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation**  
 Adj. : Valérie ANCLIN  
**Délégation régionale académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération**  
 Adj. : Adeline WILLAUME-BABIN  
 Adj. : Nolwenn HASS

**Service Social des Personnels**  
 DSDEN 54  
 Caren BOBKO  
 Nathalie HUGON  
 DSDEN 55  
 Clarisse LAUVERGEON  
 DSDEN 57  
 Christelle BARTHEL  
 Sylvie SOLANA  
 DSDEN 88  
 Laurence COMPTÉ  
**Service Santé et Sécurité au Travail (SST)**  
 Thierry BIENAIMÉ  
**Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage**  
 Adj. : Stéphanie PERRON  
**Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation**  
 Adj. : Valérie ANCLIN  
**Délégation régionale académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération**  
 Adj. : Adeline WILLAUME-BABIN  
 Adj. : Nolwenn HASS

**Inspecteurs généraux correspondants de l'académie, correspondants territoires de l'inspection générale**  
 Jonas ERIN - Eric FARDET - Pascal MISERY

**IA-DASEN Inspecteurs d'académie**  
**Directeurs Académiques des Services de l'Éducation Nationale**  
 Meurthe-et-Moselle  
 Emmanuel BOUREL : DNB, CFG, DELFE, PHARE  
 Adjointe  
 Catherine PIERRE : Présidente CAPPEI,  
 vice présidente CRPE, service civique, IEF  
 Meuse  
 Alain AUBERT : Évaluation des établissements  
 Moselle  
 Grégory PRÉMON : Mixité sociale  
 Adjoint  
 Didier CAURET : TER, éducation prioritaire  
 Vosges  
 Valérie DAUTRESME : CRPE, titularisation PE,  
 feuille de route des savoirs fondamentaux, CARPEM

**Directeur et référent continuité - Devoirs faits :**  
 Laurent HOPPE  
**Conseillère technique premier degré :**  
 Céline FLITZ

**Inspection pédagogique**  
 Doyenne des IA-IPR : Patricia IZQUIERDO  
 Doyenne des IEN 2<sup>nd</sup> degré : Florence VERNET  
**Référents académiques et chargés de mission pour le recteur**

**Internats**  
 Christophe BERNARD  
**Référent valeurs de la République, mémoire et citoyenneté - Carré régulier**  
 Jean-Baptiste RIBON  
**Lutte contre la pauvreté**  
 Claude BOSSU  
**CLEMI**  
 Florent DENECHÈRE  
**Égalité et questions de genre, éducation à la sexualité**  
 Laurence UKROPINA  
**Éducation au développement durable**  
 Sophie COLOGNAC  
**École promotrice de santé - Prévention harcèlement**  
 Remplacement de courte durée  
 Cyrille GRANDJEAN  
**Classes et lycées engagés**  
 Solène RADOU  
**Bât scolaire et aménagement des espaces**  
 Jean-Christophe ARNAUTOU  
 Isabelle JACQUES  
**« Notre école, faisons la ensemble », Conseil National de la Refondation**  
 Sophie RENAUDIN  
 Isabelle JACQUES  
 Céline FLITZ  
 Laurent HOPPE

**Médiatrices académiques**  
 Brigitte JOUVERT - Karima STEPHANY

**Recteur de la région académique Grand Est**  
**Recteur de l'académie de Nancy-Metz**  
**Chancelier des universités**  
**RICHARD LAGANIER**

Rectrice déléguée pour  
l'enseignement supérieur, la  
recherche  
et l'innovation  
**Véronique PERDEREAU**

**Secrétariat Général de la région académique Grand Est**  
Secrétaire Général de la région académique  
**François BOHN**

Adjointe au Secrétaire général  
de région académique  
**Christelle DIDOT-MARTIN**  
- Pilotage budgétaire  
- Coordination des politiques  
interministérielles  
- Transformation de l'action  
publique

**Cabinet**  
Directrice de cabinet  
**Anne PADIER SAVOUROUX**  
Directeur de cabinet du recteur  
**Victor GAUDEAUX**  
Chef de cabinet du recteur  
**Pierre-André MERCIER**  
l'Enseignement Supérieur  
**Sophie PIERRON**  
Laurent HOPPE

Directrice de la communication  
**Sandra REIMBERGER (par Interim)**  
Attachée de presse  
**Marie SIMON**

Recteur de l'académie  
de Reims  
**Vincent STANEK**

Recteur de l'académie  
de Strasbourg  
**Olivier FARON**

**DRAJES**  
Délégation régionale  
académique à la jeunesse, à  
l'engagement et aux sports

**NM** Délégué régional  
**Emmanuel THIRY**  
**NM** Adjoint  
**Jean-Nicolas BIRCK**

**DRARI**  
Délégation régionale  
académique à la recherche  
et à l'innovation

**NM** Délégué régional  
**Sébastien DESCOTES-GENON**  
**NM** Adjoint  
**Claude DESCORME**  
**S** Adjointe  
**Pascaline TOUTOIS**

**DRAFFICA**  
Délégation régionale  
académique à la formation  
professionnelle initiale et  
continue et à l'apprentissage

**NM** Délégué régional  
**Richard CHANTIER**  
**NM** Adjoint  
**Stéphane PERRON**  
**R** Adjoint  
**Thierry PERIN**

**DRAIO**  
Délégation régionale  
académique à l'information  
et à l'orientation

**NM** Déléguée régionale  
**Laurence NAERT**  
**NM** Adjointe  
**Valérie ANCLIN**  
**R** Adjoint  
**Yoril BAUDOIN**  
**S** Adjoint  
**Christian CHARDIN**

**DRANE**  
Délégation régionale  
académique au numérique  
éducatif

**R** Délégué régional  
**Ali LASSÉD**  
**NM** Adjointe  
**Christine FRANCOIS**  
**S** Adjoint  
**Sébastien LORENTZ**

**DRAREIC**  
Délégation Académique  
aux Relations Européennes,  
Internationales et à la  
Coopération

**S** Déléguée régionale  
**Isabelle WOLF**  
**NM** Adjointe  
**Adeline WILLAUME-BABIN**  
**NM** Adjointe  
**Nolwenn HASS**  
**R** Adjoint  
**Thibaut TRIQUENEUX**

**DRAES**  
Direction régionale  
académique de  
l'enseignement supérieur

**NM** Directrice régionale  
**Isabelle COMTE**  
**NM** Adjoint  
service de la stratégie, de  
la contractualisation et  
de la vie étudiante  
**Rémy MERTENS**  
**S** Adjoint  
Service de suivi  
**Julien JACQUOT**

**DIRAGE**  
Direction de l'immobilier  
de la région académique  
Grand Est

**S** Directeur régional  
**Gilles CARON**  
**NM** Adjointe  
**Véronique MAZOYER**  
**R** Adjoint  
**Cyril CREPPY**

**DRAA**  
Direction régionale  
académique des achats

**NM** Directrice régionale  
**Sarah DE BUCK**  
**NM** Adjointe  
**Esther FAVRET**



# **| Rapport d'activité des services régionaux**



La délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, sous l'autorité hiérarchique du recteur de région académique et fonctionnelle de la préfète de région, assure l'animation et la coordination des politiques publiques du sport, de la jeunesse, de la vie associative, de l'engagement civique et de l'éducation populaire à l'échelle de la région Grand Est.

Elle compte 57 agents implantés sur trois sites : Châlons-en-Champagne, Nancy (siège) et Strasbourg auxquels il convient d'ajouter 64 conseillers techniques sportifs placés auprès des fédérations ou des ligues et comités régionaux.

La DRAJES s'organise en trois pôles (Sport – Jeunesse, éducation populaire, vie associative – Formation, certification, emploi) et deux missions (Etudes, statistiques, observation – Mission régionale interdépartementale inspection, contrôle, évaluation).



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

En 2022-2023, la DRAJES a piloté la mise en œuvre territoriale de plusieurs chantiers prioritaires du gouvernement ou politiques publiques s'inscrivant dans les grands axes de son document stratégique régional.

Afin de favoriser l'engagement des jeunes, elle a coordonné l'organisation de 10 séjours de cohésion du **Service national universel** (SNU) de 12 jours en avril et en juin 2023 (un séjour par département) et de 12 séjours pour juillet 2023. En avril et juin, ce sont 2 119 volontaires, originaires d'autres régions qui ont été accueillis en région Grand Est, tandis que 2 162 volontaires du Grand Est ont pu découvrir d'autres départements dont, pour une vingtaine, la Guyane. Première étape d'un parcours d'engagement, ces séjours ont permis à ces jeunes de 15 à 17 ans de vivre une expérience de vie collective, d'appréhender autrement les valeurs de la République, de mieux connaître les dispositifs d'engagement, de travailler sur la transition écologique, le patrimoine... Pour nombre d'entre eux, le parcours SNU se poursuivra par la réalisation d'une mission d'intérêt général au sein d'une association, d'une administration ou des corps en uniforme.

La DRAJES pilote aussi le développement du **Service civique** à l'échelle régionale. En juin 2023, depuis le début de l'année, 2 167 missions ont été agréées et 6 099 volontaires sont en mission.

Le **Fonds de Développement de la Vie Associative** permet d'aider le secteur associatif à la formation des bénévoles pour développer les compétences de ces derniers et encourager leur prise d'initiatives et de responsabilités dans la mise en œuvre de leurs actions et de soutenir le fonctionnement global et les projets innovants des associations tous secteurs confondus. A l'issue d'un appel à projet régional et des travaux des commissions départementales et régionale, Madame la Préfète de région a validé le soutien à :

93 associations et à 228 projets pour un montant de 346 684 € sur le volet « Formation des bénévoles » ; à 1 525 projets pour un total de 3 687 964 € sur le volet « Fonctionnement global et actions innovantes ».

Dans le domaine du sport, l'objectif est de permettre la pratique du sport par les publics qui en sont les plus éloignés.

Ainsi la DRAJES coordonne le déploiement du **dispositif Pass'Sport** qui offre une aide de 50€ par enfant dont les parents bénéficient de l'allocation de rentrée scolaire ou d'éducation d'enfant handicapé pour la prise de licence dans une association sportive. En septembre 2022, le Pass'Sport s'est ouvert aux étudiants boursiers. A l'issue de la campagne 2022, 86 000 jeunes (+ 12 000 par rapport à 2021) ont en bénéficié en région Grand Est.

## DRAJES



Par ailleurs, 23 collèges de la région académique (première région) se sont portés volontaires pour expérimenter les deux heures de sport supplémentaires de sport aux collèges. Près de 600 élèves ont pu en profiter au cours de l'année scolaire.

Enfin, le plan **5 000 terrains de proximité**, porté par l'agence nationale du sport, a permis de subventionner 144 équipements sportifs (pumptracks, city-stade, paddle...) en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), zones de revitalisation rurale (ZRR) ou Contrats de Relance et de Transition écologique (CRTE) en 2022 pour un montant de 5 029 200€. En 2023, 218 équipements seront financés pour une enveloppe de 6 571 779€.

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du sport, la DRAJES et les Services départementaux à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES) instruisent les demandes de subventions pour le compte de l'Agence nationale du sport. La DRAJES anime la **Conférence régionale du sport** (CRDS). Celle-ci a adopté, le 8 décembre 2022, son projet sportif de territoires déclinés en 37 objectifs et 93 actions autour de six thématiques : développement du sport de haut niveau et de haute performance sportive, emploi et encadrement sportif, prévention et lutte contre les violences et discriminations dans le sport, attractivité des territoires, développement de l'activité physique pour toutes et tous, accessibilité et aménagement territorial. Le projet emblématique de la CRDS du Grand Est, intitulé Nouvelle Aisance Aquatique du Grand Est (NAAGE), vise à favoriser l'apprentissage de la natation par la formation de maîtres-nageurs sauveteurs, à faciliter l'accès à l'apprentissage de la natation pour des publics éloignés de la pratique, à utiliser les espaces naturels existants et aménagés pour proposer des activités d'apprentissage de la natation ou de maintien des compétences et de l'aisance aquatique, à communiquer sur les outils déployés, renforcer la campagne ministérielle de lutte contre les noyades, à coordonner l'ensemble des acteurs des différents axes pour favoriser la synergie des actions entreprises. Ce projet emblématique fera, en fin d'année, l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de financements signée par la Conférence des financeurs du sport, installée le 21 mars.

Dans le domaine régalien, la DRAJES coordonne le **plan régional d'inspection contrôle évaluation des accueils collectifs de mineurs**, formations BAFA-BAFD, établissements d'activités physiques et sportives, des éducateurs sportifs, Service civique... Elle élabore et anime au niveau régional un plan de formation sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes et à police administrative dans le champ des accueils collectifs de mineurs (ACM) et du sport.

## DRAJES

Enfin, en 2022-2023, la **DRAJES** aura délivré **629 diplômes professionnels des champs de l'animation et du sport** ainsi répartis :

	ANIMATION	SPORT	TOTAL
<b>CPJEPS</b>	<b>65</b>		<b>65</b>
Animateur d'activités et de vie quotidienne	65		65
<b>BPJEPS</b>	<b>221</b>	<b>199</b>	<b>420</b>
Animation culturelle	12		12
Animation sociale	82		82
Education à l'environnement vers un développement durable	22		22
Loisirs tous publics	105		105
Activités aquatiques et de la natation		66	66
Activités de la forme		75	75
Activités équestres		2	2
Activités gymniques		4	4
Activités physiques pour tous		13	13
basket-ball		17	17
judo-jujitsu		10	10
Sports de contact et disciplines associées		1	1
Sport automobile		11	11
<b>CC</b>	<b>55</b>		<b>55</b>
Accompagnement et inclusion des pers. en situation de handicap	4		4
Direction d'un accueil collectif de mineurs	51		51
<b>UCC</b>		<b>1</b>	<b>1</b>
Triathlon		1	1
DEJEPS	28	52	80
Animation sociale	11		11
Développement de projets, territoires et réseaux	17		17
Activités de plongée subaquatique		4	4
Activités du parachutisme		1	1
Escrime		35	35
Motocyclisme		8	8
Sports équestres		4	4
<b>DEMM</b>		<b>1</b>	<b>1</b>
DE Alpinisme - AMM - option milieumontagnard enneigé		1	1
<b>DESJEPS</b>	<b>7</b>		<b>7</b>
Direction de structure et de projet	7		7
<b>TOTAL</b>	<b>376</b>	<b>253</b>	<b>629</b>

## DRAJES

La DRAJES a de plus délivré 150 brevets d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) d'accueils collectifs de mineurs et les SDJES, 3 202 BAFA (brevets d'aptitude aux fonction d'animateurs), diplômes de l'animation volontaire.

	BAFD DRAJES	BAFA 08	BAFA 10	BAFA 51	BAFA 52	BAFA 54	BAFA 55	BAFA 57	BAFA 67	BAFA 68	BAFA 88
Homme	43	44	65	68	21	139	28	117	173	107	61
Femme	107	159	113	200	69	281	109	404	561	302	181
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>203</b>	<b>178</b>	<b>268</b>	<b>90</b>	<b>420</b>	<b>137</b>	<b>521</b>	<b>734</b>	<b>409</b>	<b>242</b>



**Contacter la DRAJES :**

[ce.drajes@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.drajes@region-academique-grand-est.fr)



La délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation est chargée de l'action déconcentrée de l'État dans les domaines de la recherche, de la technologie et de l'innovation, en interaction avec le monde socio-économique et le grand public.

Chargée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) d'assister le recteur de région académique et la rectrice déléguée pour l'Enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation (ESRI) dans les domaines de la recherche, de la technologie, de l'innovation et de la culture scientifique, technique et industrielle, la DRARI exerce aussi le rôle de conseiller en matière de recherche et d'innovation auprès de la Préfète de région.

La DRARI est située sur les sites de Nancy et de Strasbourg, selon la répartition suivante :

- Nancy : le délégué régional, un délégué régional adjoint, un chargé de mission crédit impôt recherche ;
- Strasbourg : deux délégués régionaux adjoints, une assistante gestionnaire.

Sous la direction du délégué régional, les délégués régionaux adjoints ont à la fois des spécialisations thématiques (valorisation de la recherche et transfert de technologies, intelligence économique, financement de la recherche, diffusion de la culture scientifique) et géographiques (Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace).

La DRARI est en lien étroit avec la DRAES et la DRAFPICA au niveau du rectorat, avec la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) au niveau de la préfecture de région, avec la direction générale de la recherche et de l'innovation du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale (DGRI-SITTAR) au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle interagit avec les présidences d'université, les représentants locaux d'organismes de recherche, les services des collectivités territoriales, les acteurs du monde socio-économique, le milieu associatif, sur l'ensemble de ces questions.



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

### — Financement de la recherche

#### Contrat de Plan État-Région (CPER)

L'État et la Région ont convenu de mobiliser des moyens financiers (126 M€ chacun) sur la période 2021-2027 pour une vingtaine de projets dans les domaines de la bio-économie, de l'énergie, de la santé, des matériaux, le numérique, sous la forme de CPER « Recherche » et de soutenir les structures labellisées de transfert de technologie via le CPER « Innovation ». L'un des enjeux de ce domaine est de contribuer à relever le défi de maintenir et de développer des pôles d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation et les outils de valorisation dans un environnement de compétition internationale.

La DRARI assure la répartition et le suivi des projets et des crédits alloués par l'État sur l'ensemble de ces projets. En 2022, la totalité des crédits délégués (près de 3,7 M€) ont été engagés sur les deux volets et un abondement supplémentaire de plus de 450 k€ a été accordé par l'État pour financer des projets « recherche » et « innovation ».

#### Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne

Le 31 mai 2021 a été signé le 14e Contrat triennal Strasbourg Capitale Européenne (2021-2023), réunissant l'État et les collectivités territoriales et visant à renforcer le positionnement de Strasbourg comme capitale européenne. Les appels à projets (AAP) donnant

accès aux quatre fonds de soutien créés pour promouvoir Strasbourg comme capitale européenne, notamment le fonds « Recherche et Innovation » (5 M€ au total) ont été mis en ligne.

La DRARI gère un budget de 1M€ sur la période et participe à la détection et la sélection des projets (évaluation des projets par rapport au cahier des charges, ingénierie financière entre financeurs et différents fonds). En 2022, deux projets ont été soutenus par le MESR/DRARI à hauteur de 0,700 M€. La DRARI participe au suivi du Contrat Triennal en cours et à l'élaboration du prochain contrat pour 2024-2027.

### **Contrat d'Objectifs, Moyens et Performance (COMP) et Dialogues Stratégiques de Gestion (DSG)**

Sous l'autorité de la rectrice déléguée ESRI, et en lien avec la DRAES, la DRARI a participé en mai 2023 au COMP de l'Université de Strasbourg et aux DSG des autres universités de la région (Université de Lorraine, Université de Reims Champagne-Ardenne, Université de Haute Alsace, Université Technologique de Troyes). Ces échanges visent à définir des objectifs stratégiques partagés par le ministère et l'établissement (en lien avec des politiques publiques ou avec la stratégie propre de l'établissement) et à introduire un suivi de la performance des établissements sur la poursuite de ces objectifs qui concernent la formation, la recherche, l'innovation. Les différents DSG mettaient en jeu en 2023 une somme de plus de 3 M€. Le dispositif des COMP, discutés pour une période de trois ans (et non plus annuelle) devrait se généraliser et introduire un dialogue plus fin entre la DRARI et la DRAES d'une part et les universités de la région d'autre part. La DRARI est particulièrement en charge de l'évaluation et du suivi des actions liées à la recherche et à l'innovation.

## **— Innovation et développement partenarial**

### **Pôles universitaires d'innovation (PUI)**

Les PUI ont pour ambition une meilleure visibilité et lisibilité de l'offre de valorisation et des transferts de connaissances et de technologies, et de fluidifier les relations et les partenariats entre le public et le privé. L'Université de Strasbourg a obtenu le 16 novembre 2021 la labellisation de Pôle universitaire d'innovation dans le cadre d'une expérimentation. Cette première vague de labellisation intervient dans le cadre des mesures issues de la loi de programmation de la recherche (LPR) autour de la thématique « recherche partenariale et innovation » et a lancé la phase d'expérimentation pour les cinq pôles retenus, qui a impliqué la DRARI en lien étroit avec le SITTAR. La DRARI a participé au montage du PUI-Alsace, et est impliquée dans le comité de pilotage.

Un appel, ouvert en 2022, prévoit 2 phases de sélection. Un dossier a été déposé par l'Université de Lorraine et un autre par l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Ces deux dossiers ont été auditionnés et sélectionnés pour passer en 2ème phase. L'Université de Strasbourg devait aussi déposer un dossier pour sécuriser un financement supplémentaire. Les 3 dossiers ont été déposés fin mai 2023 pour la 2ème étape, et font partie des 25 dossiers à l'étude. La DRARI a assuré un rôle de conseil dans le montage de ces dossiers et elle participera pleinement au pilotage et au suivi de ces projets s'ils sont acceptés..

### **Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) et structures labellisées**

La DRARI accompagne les structures de transfert et de valorisation de la recherche publique présentes en région Grand Est. Notamment sont présentes sur la région académique 3 des 13 SATT qui ont été créées dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir pour financer le développement technologique des innovations issues de la recherche publique française grâce à un fonds d'investissement exclusif de 856 M€. Ces sociétés ayant pour actionnaires l'Etat (via BPI), les SATT ont pour mission principale de détecter, évaluer, protéger et conduire ces inventions jusqu'au marché en les confiant à une entreprise existante ou une startup créée pour exploiter ces résultats de recherche. En particulier, la DRARI participe au Conseil d'Administration de la SATT Conectus (avec un administrateur et un suppléant).

La DRARI est aussi présente dans les conseils d'administration de structures labellisées dédiées à la valorisation et au transfert de technologie, et elle est commissaire du gouvernement dans les incubateurs publics Quest for Change et Incubateur Lorrain. Enfin, elle représente le commissaire du gouvernement, le recteur de région académique, dans les fondations de coopération scientifique (FCS) comme l'Institut de Recherche technologique Matériaux Métallurgie et Procédés et le Centre International de Recherche aux Frontières de la Chimie.

### Expertise

La DRARI évalue différents types de dossiers en lien avec la recherche ou l'innovation :

- Le crédit d'impôt recherche (CIR) est une mesure fiscale destinée à soutenir les entreprises dans leur démarche de recherche-développement. Il réduit l'impôt (IR ou IS) dû par l'entreprise/association par la déduction d'une partie des dépenses engagées pour développer ses activités de recherche et améliorer sa compétitivité. L'évaluation des dossiers se fait en lien avec l'administration fiscale, le MESR-DGRI-SITTAR, et des experts mandatés pour évaluer le caractère scientifique et technique d'un projet et entreprises. Sur l'année 2022, la DRARI a reçu 71 dossiers à instruire et soldé l'instruction de 86 dossiers (reçus en 2021 et 2022). L'instruction porte à 65% sur des demandes de rescrit appréciant l'éligibilité d'une entreprise à un dispositif CIR ou Jeune Entreprise Innovante (41% CIR, 59% JEI) et à 35% sur des expertises CIR dans le cadre de contrôles demandés par l'administration fiscale, afin de vérifier la réalité de l'affectation des dépenses valorisées au titre du CIR. Les dossiers reçus concernent des entreprises localisées majoritairement dans le Bas-Rhin (48% des dossiers), la Marne (17%), la Meurthe-et-Moselle (15%) et la Moselle (11%). Les avis favorables ou mixtes adressent 78% des dossiers soldés au cours de l'année 2022.
- Les conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre) permettent à une entreprise de bénéficier d'une aide financière pour recruter un jeune doctorant dont les travaux de recherche, encadrés par un laboratoire public de recherche, conduiront à la soutenance d'une thèse. Sur 2023, la DRARI a expertisé 47 demandes de Cifre, dont 19 financées à ce jour, 19 en cours d'instruction, 7 refusées.
- Le concours d'innovation ILab, qui s'inscrit dans le cadre du plan France 2030 et qui est opéré par Bpifrance, a pour objectif de détecter des projets de création d'entreprises de technologies innovantes et de soutenir les meilleurs d'entre eux grâce à une aide financière et à un accompagnement adapté. La DRARI participe au comité régional de sélection du concours, et a expertisé en 2022 20 dossiers pour une sélection de 11 dossiers au niveau régional. Il y a eu 5 à 6 lauréats dans le Grand Est chaque année de 2019 à 2022 (sur un total de 70 à 80 lauréats).

### Diffusion de la culture scientifique

La Fête de la science est l'événement national de référence en matière de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle depuis sa création en 1991. Il est porté par l'État, via la coordination nationale de l'événement assurée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il permet à la communauté scientifique et aux citoyens de se rencontrer et de dialoguer.

La Fête de la Science dans le Grand Est est un événement organisé par les universités, les organismes de recherche, les entreprises privées et les coordinations régionales, co-construit avec l'État et 4 coordinateurs locaux (Accustica, Planétarium d'Epinal, Jardin des Sciences, Nef des Sciences). Elle est soutenue financièrement par l'Etat et la Région Grand Est avec l'appui des collectivités (conseils départementaux, métropoles et villes). La DRARI représente l'Etat aux différents stades de l'organisation de cette manifestation (définition des grandes lignes du programme, sélection des projets, attribution des financements). Elle a géré une enveloppe dédiée du MESR de 87 k€ pour 2022.



#### Contactez la DRARI :

[ce.drari@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.drari@region-academique-grand-est.fr)



La délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elle compte 220 personnels répartis sur 3 sites.

Elle propose et assure la mise en œuvre et le suivi de la politique de région académique en matière de formation professionnelle initiale, sous statut scolaire et d'apprentis, et continue des salariés et demandeurs d'emploi.

Elle est pilotée par une DRAFPIC et 3 adjoints, un par site.

Le service est organisé en 4 pôles et une mission :

- Le pôle carte des formations : avec le référent de région académique et le référent de région académique équipements (plateaux techniques).
- Le pôle apprentissage : avec les 3 responsables des 3 centres de formation d'apprentis (CFA) académiques et le référent de région académique.
- Le pôle formation continue (FC) : avec les 3 référents académiques FC et des référents de région académique par thématique.
- Le pôle relations Ecole-Entreprise : avec la référente de région académique partenariats, le référent de région académique Comités Locaux Ecole Entreprise, les 3 chargées de missions académiques Ecole Entreprises et l'Ingénieure Pour l'Ecole.
- La mission Campus des métiers et des qualifications : avec une référente de région académique dédiée qui anime le réseau des directeurs opérationnels et suit les procédures de labélisation et de demandes de subventions.



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

### — **Pilotage de la carte des formations professionnelles initiales scolaires :**

Poursuite du travail dans le cadre de la procédure conjointe (Région – région académique – DRAAF) relative à l'évolution de l'offre de formation professionnelle initiale scolaire :

- Identification des formations à faire évoluer au regard des besoins d'emplois pour la rentrée 2023 dans une logique d'évolution pluriannuelle et dynamique : cette année 173 projets (public et privé) ont émergé pour être ensuite étudiés avec le conseil régional - 56 projets ont été retenus pour la rentrée 2023 - 34 opérations ont été validées (19 ouvertures / 15 fermetures)

Académie	Nombre d'ouvertures	Nombre de fermetures
Nancy-Metz	9	10
Reims	4	3
Strasbourg	6	2

- Expérimentation de diagnostics de 3 territoires établis conjointement et partagés afin de bénéficier de données locales et ainsi se doter d'un outil supplémentaire d'aide à la décision : bilan positif – la démarche devrait s'intégrer dans la nouvelle procédure proposée par le national
- Poursuite des réunions avec les corps d'inspection des 3 académies – Groupe Métiers experts Filières et Territoires (GMFT)- certains ont été élargis au services de la région.
- Réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir (AMI – CMA) volet « accélération de la carte des formations » - la région académique est lauréate de 3 projets d'un montant global de 300 000 €.
- Poursuite du travail régional avec les établissements privés sous contrat
- Articulation de l'évolution de l'offre de formation professionnelle initiale scolaire au regard de l'évolution du réseau des établissements : maintien d'un niveau d'équipements des plateaux techniques permettant la valorisation des filières.

### — Poursuite du développement de l'apprentissage :

12 organismes de formation relevant de l'Education nationale : 8 GRETA- CFA, 3 CFA académique et 1 CFA en EPLE

- Effectifs au 31/12/22 : 11 329 apprentis, dont 38 % de filles, l'effectif d'apprentis en région académique augmente de 595 apprentis, soit une progression annuelle de 5,5 %.
- A noter que les apprentis intégrés au sein d'une classe scolaire augmentent de 311 apprentis, soit une progression de 33 % par rapport à l'année dernière et atteignent désormais 1 238 apprentis, soit 10,9 % des effectifs. 169 lycées intègrent des apprentis contre 135 l'année dernière.
- Validation des propositions d'ouvertures de formation par apprentissage en complémentarité de l'offre scolaire.
- Suivi de l'accord-cadre entre la Région et la région académique relatif aux activités de formation continue et d'apprentissage mises en place par les organismes de formation dans les lycées

### — Construction d'une stratégie de région académique en matière de formation continue avec 11 GRETA :

- Bilan des stratégies académiques précédentes
- Suivi des GRETA tant que le volet FC qu'apprentissage
- Elaboration de la stratégie de région académique 2023-2026 : document de communication
- Premier séminaire de région académique des conseillers en formation continue (CFC) pour aborder le nouveau statut de conseillers en formation professionnelle (CFP)
- Evolution Carte du réseau des GRETA : fusion de deux GRETA sur le territoire de l'académie de Strasbourg en vue d'atteindre une masse financière suffisante pour assurer la poursuite du développement

### — Augmentation des actions relations Ecole Entreprise en région académique :

Le nombre de jeunes ayant bénéficié d'actions est de 20 000 élèves et plus de 1500 professeurs encadrants bénéficiaires

- 7 nouvelles conventions de région académique signées au cours de cette année scolaire et valorisées
- Suivi des conventions : validation des évolutions des fiches-actions – préparation des comités de pilotage

- 3 projets de partenariats en cours
- Relais d'information de l'ensemble des partenaires (une vingtaine)
- Préparation et accompagnement des actions liées à l'entrepreneuriat et à l'insertion professionnelle
- Suivi des labels lycées des métiers
- Suivi du renouvellement du label Plateforme technologique avec la DRARI
- Développement des Comités Locaux Ecole Entreprise (CLEE) sur l'ensemble de la région académique : réactivation, installation, accompagnement : la région académique compte **42 CLEE** répartis équitablement sur le territoire
- Participation à la réflexion sur la mise en place des bureaux des entreprises et leur financement : **142 bureaux des entreprises** pour la rentrée 2023

### — Evolution du réseau des Campus des métiers et des qualifications :

La région académique Grand Est compte 9 Campus des Métiers et des Qualifications (CMQ) dont 6 labélisés Excellence, 6 dans les secteurs professionnels Industrie – 2 dans les secteurs Bâtiment-Bois et un dans le secteur professionnel sanitaire et social. Parmi ces 9 CMQ, 3 ont reçu un cofinancements PIA 3, 2 un cofinancements Ami CMA (un diagnostic et un sur la formation)

- Depuis décembre 2022 : les CMQE GREAT (aéronautique) et CMQ Matériaux Composites et Plastiques n'ont pas demandé leur renouvellement. Réflexion conjointe avec la région à propos de ces 2 réseaux et des besoins en matière d'économie circulaire.
- Attente de label excellence pour un CMQ sur le patrimoine Bâti porté par EPF de Troyes : accompagnement pour le dossier de labélisation
- 3 notes d'opportunités sont en préparation pour répondre à l'AMI CMA Formation.
- 2 nouveaux projets travaillés :
- Métiers d'art et design d'objets : note d'opportunité finalisée – groupe projet
- Hôtellerie-restauration – tourisme : constitution d'un groupe projets
- Actions de communication pour valoriser les CMQ de la région académique
- Participation au comité de suivi AMI-CMA avec la DREETS
- Accompagnement à la rédaction et soutenance du dossier appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » (AMI CMA) « C-CEDI » du CMQ Energie et Maintenance, futur CEITEDI, lauréat en juin 2023, pour un montant de juin 2023 (6,4millions €)
- Suivi des Directeurs opérationnels – rencontres mensuelles – accompagnement.
- Adhésion du CMQ Industrie du futur et numérique via le Groupement d'Intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle (GIP FCIP) Alsace au consortium national « maintenance des batteries de véhicules électrique »

**Contactez la DRAFPICA :**

[ce.drpic@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.drpic@region-academique-grand-est.fr)



La délégation régionale académique à l'information et à l'orientation, dont le siège se situe à Nancy est présente dans chacune des académies. Elle comporte une trentaine d'agents aux profils diversifiés : psychologues de l'Education nationale (en majorité), Ingénieurs et personnels Techniques, de Recherche et de Formation (ITRF) et conseillers principaux d'éducation (CPE) pour les personnels de catégorie A, administratifs de catégorie B et C.

Elle est organisée en **TROIS PÔLES ET SIX MISSIONS** :

**Pôle Persévérance - Ambition - Egalité des chances (coordination DRAAIO Reims)**

**Objectif** : élever le niveau d'ambition et proposer un parcours de formation à tous

- Mission Persévérance : prévention du décrochage, organisation MLDS, PSAD, retour en formation 16/18 ans, projets avec partenaires, micro lycées
- Mission Ambition : cordées de la réussite, autres programmes. Egalité des chances filles garçons

**Pôle Ingénierie éducative en orientation (coordination DRAAIO Nancy-Metz)**

**Objectif** : accompagner les EPLE et les équipes éducatives dans la mise en place du Parcours avenir et des heures dédiées à l'orientation au collège, au lycée professionnel, au lycée

- Mission formation initiale et continue des personnels
- Mission Elaboration de ressources Parcours avenir

**Pôle Parcours bac -3 / bac +3 (coordination DRAAIO Strasbourg)**

**Objectif** : augmenter les poursuites d'études et la réussite des lycéens dans l'enseignement supérieur

- Mission Formations, élaboration de ressources, projets PIA, campus connectés
- Mission Procédures Parcoursup : documents d'accompagnement

Chaque pôle est coordonné par un DRAIO adjoint assisté pour les missions par des personnels de catégorie A.

La direction territoriale Grand Est de l'ONISEP est associée à la DRAIO, notamment pour le pôle Ingénierie éducative en orientation.

**Les missions principales :**

- Coordonner le travail avec les partenaires régionaux de l'état et des collectivités territoriales sur les questions d'information, d'orientation, d'égalité des chances et de décrochage scolaire.
- Impulser une dynamique collective, favoriser les échanges, mutualiser les pratiques et la réalisation et diffusion de ressources sur toutes les questions relatives à la politique d'orientation de la région académique.
- Contribuer à la réflexion sur le passage du lycée au supérieur, et être en appui des relations avec l'enseignement supérieur en Grand Est pour favoriser l'accueil et la réussite des lycéens.



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

### — Pôle ambition – égalité des chances

#### Les cordées de la réussite :

**63 cordées pour 2022-2023, près de 25 000 élèves encordés, 1.8 millions d'euros**

#### Les enjeux :

- Favoriser l'ambition scolaire sur tous les territoires dont les zones rurales
- Harmoniser les objectifs et moyens accordés aux cordées de la réussite
- Accompagner les équipes
- Rendre compte

#### Les actions :

- Mise en place des commissions régionales et académiques de validation des cordées et de répartition des crédits, élaboration d'un Appel à projet régional en partenariat avec la DREETS et d'un AMI pour les nouveaux établissements, organisation d'un COPIL régional, Suivi des indicateurs,
- Déploiement de formations des tuteurs et référents cordées,
- Séminaires académiques de bilan
- Finalisation d'un document synthétique des différents dispositifs d'égalité des chances
- Préparation d'une convention régionale avec l'association « les entretiens de l'excellence »

#### Le décrochage scolaire :

**13 720 décrocheurs en Grand Est au 30 avril 2023, soit un taux de 6.6% dont 6675 jeunes soumis à l'obligation de formation de 16/18 ans**

#### Les enjeux :

- Accompagner les acteurs pour favoriser la persévérance scolaire et la prévention du décrochage
- Disposer d'indicateurs fiables et pertinents
- Travailler en partenariat pour prendre en charge les décrocheurs dont les jeunes soumis à l'obligation scolaire
- Partager les mises en œuvre, ressources...

#### Les actions :

- Elaboration et signature d'une convention de partenariat régionale sur l'obligation de formation (région, préfète de région, recteur de région académique, Présidente régionale des Missions locales)
- Réalisation d'un tableau de bord de région académique des indicateurs,
- Mise en place d'un groupe de travail sur la formation des référents décrochage, Participation aux COTECH régionaux obligation de formation, participation à la réunion avec les conseils départementaux sur l'obligation de formation,
- Expérimentation « tous droits ouverts » dans deux académies et 6 départements, 40 jeunes concernés
- Déploiement d'une expérimentation nationale promo 16/18 ans et internat éducation nationale
- Participation aux COPILS nationaux « Tous Droits Ouverts » et groupe national sur l'évolution du système interministériel d'échanges d'informations (SIEI)
- Mise en place d'un partenariat avec le conseil régional pour le programme Fusion Jeunesse

## — Pôle ingénierie éducative en orientation

### **941 professeurs principaux de 4<sup>e</sup> formés, 73 collèges volontaires pour l'expérimentation découverte des métiers**

#### **Les enjeux**

- Former les équipes dans leur rôle d'accompagnement à l'orientation
- Elaborer, diffuser des ressources appropriées
- Venir en appui pédagogique aux actions et évènements portés par le conseil régional

#### **Les actions**

- Dans chaque académie : des formations pour les professeurs principaux de 4<sup>e</sup> (achevée à Strasbourg, en cours pour Nancy-Metz et Reims)
- Préparation au concours des psychologues de l'Éducation nationale (PsyEN)
- Accompagnement à l'expérimentation découverte des métiers en 5<sup>e</sup> : appui au diagnostic et à l'accompagnement des équipes, déploiement de webinaires avec l'Onisep, la mission école entreprise pour présenter les ressources
- Collaboration aux évènements du conseil régional (Compétition des métiers et des Abilympics France) notamment, avec la création d'un module autonome interactif de découverte des métiers et des formations) et aux comités de suivi du réseau ambassadeurs métiers.
- Accompagnement d'un forum de découverte des métiers du cinéma et de l'audio-visuel, dont la maquette est destinée à s'exporter sur les trois académies (ingénierie événementiel et création d'un module autonome interactif de découverte des métiers et des formations)
- Elaboration d'un PADLET de région académique pour la découverte des métiers à la rentrée 2023



## — Pôle parcours bac-3/bac+3

**64 405 candidats, 491 170 vœux formulés en procédure principale, près de 76 000 places offertes sur Parcoursup en 2023.**

**Plus de 6.6 millions d'euros accordés pour le projet PIA Ailes et 3.2 millions d'euros sur 10 ans**

### **4 campus connectés**

#### **Les enjeux**

- Favoriser les poursuites d'études et la réussite des lycéens dans le supérieur
- Accompagner les équipes éducatives dans leur rôle d'accompagnement à l'orientation des lycéens
- Améliorer la compréhension et les enjeux de Parcoursup pour les établissements de formation
- Disposer d'indicateurs sur l'accès au supérieur
- Contribuer à l'évolution de la carte des formations

#### **Les actions**

- Engagement des membres de la DRAIO dans les deux Programmes d'investissements d'avenir (PIA) du lycée à l'enseignement supérieur : AILES et NORIA, échanges sur les actions d'immersions, participation aux COPIL et journées du consortium
- Suivi des quatre campus connectés : organisation de deux COPIL régionaux
- Coordination de l'expérimentation bac pro/BTS, élaboration du vadémécum régional, mise en place de la commission des retraits des avis favorables
- Organisation de réunions régionales sur PARCOURSUP pour les centres de formation d'apprentis (CFA)
- Concertation avec les universités pour la définition des capacités d'accueil en 1ère année d'études supérieures, des taux de bacs technos en BUT, élaboration de l'arrêté régional sur les taux recteurs
- Travail avec l'agence régionale de santé (ARS) et le conseil régional sur les capacités d'accueil en Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) et la valorisation des métiers de la santé.
- Accompagnement des candidats refusés en IFSI avec proposition de candidature en Instituts de Formation d'Aides-Soignants (IFAS).
- Mise en place de la commission de région académique des formations post bac.
- Contribution à l'élaboration de la carte des formations post bac (notamment BTS et CPGE)
- Suivi des indicateurs Parcoursup
- En complément, appui aux dialogues de gestion et au COMP des universités du Grand Est, participation aux travaux de concertation sur le futur Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) et au schéma des formations du sanitaire et social, participation au Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP) plénier et à la commission Orientation du CREFOP



#### **Contactez la DRAIO :**

[drio@region-academique-grand-est.fr](mailto:drio@region-academique-grand-est.fr)

**Les missions de la délégation régionale académique au numérique éducatif :**

- Mettre en œuvre le service public du numérique éducatif à l'échelle de la région académique Grand Est,
- Accompagner, former les professeurs et les personnels d'encadrement au et par le numérique,
- Porter auprès des acteurs du numérique la vision de l'École et de ses valeurs pour un développement de l'écosystème numérique territorial et national au service de l'éducation pour toutes et tous,
- Accompagner, collaborer avec les collectivités territoriales,
- Animer les réseaux du numérique dans les territoires et les établissements,
- Expérimenter, accompagner les innovations par la recherche,
- Collaborer avec les entreprises de la EdTech,
- Promouvoir les usages du numérique éducatif,
- Contribuer à l'évaluation et au pilotage des écoles et établissements.

**Les effectifs de la DRANE (45 ETP) :**

- DRANE site de Nancy-Metz (25 Équivalent temps plein (ETP)) – un conseiller de recteur adjoint au DRAN
- DRANE site de Reims – siège de la DRANE (12 ETP)
- DRANE site de Strasbourg (8 ETP) – un conseiller de recteur adjoint au DRAN
- Les équipes des réseaux du premier degré de l'ensemble des départements (inspecteurs de l'éducation nationale (IEN) en charge du numérique, Conseiller Pédagogique Départemental (CPD), enseignant référent pour les usages du numérique (ERUN)).
- Les référents en établissement du second degré (référents numériques, administrateurs Espace Numérique de Travail (ENT), référents techniques, référents PIX, les formateurs locaux)
- Les chefs d'établissement référents numériques de bassin.

L'organisation du service est matricielle avec la mise en place d'une coordination par projets / missions. Des comités de pilotage sont programmés chaque lundi pour assurer la coordination, la concertation et le pilotage.

**Les principaux chantiers et dossiers  
suivis ou impulsés en 2022/2023****— Marché ENT pour les collèges et lycées de la région académique**

La phase de rédaction et de mise en œuvre du marché ENT a mobilisé fortement les équipes de septembre 2022 à janvier 2023, plus de 100 ateliers techniques associant les académies, les représentants des collectivités, des experts et chefs d'établissements soit environ 5.000 heures de travail pour formaliser les attendus techniques. De nombreux autres temps de travail collaboratifs associant collectivités, académies et DRAAF ont eu lieu pour examiner la qualité des offres. Le futur ENT permettra une meilleure intégration des applicatifs échangeant des données avec l'ENT. Des contraintes s'imposent sur les fournisseurs de logiciels de conception d'emploi du temps et de vie scolaire pour améliorer l'expérience des utilisateurs.

## — Projets d'ENT premier degré

L'académie de Nancy-Metz est en phase de généralisation avec des convention ENT distinctes pour les départements de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ; une convention ENT pour les Vosges est en cours dans le cadre du territoire numérique éducatif (TNE). Le département de la Moselle dispose de son propre projet porté par le conseil départemental de la Moselle (Ariane57 dans le cadre du programme Fus@é).

L'académie de Strasbourg est en négociation avancée avec la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) pour la mise en œuvre d'un ENT unique pour l'ensemble des écoles avec une échéance 2024/2025. Une convention pour l'ensemble des écoles de l'académie de Reims disposant de l'ENT ONE est en instance de signature. Le conventionnement engagera le fournisseur d'une part et les collectivités d'autre part. Il permettra la mise en œuvre du portail Educonnect pour les parents, du portail agents pour les professeurs et du cadre sécurisé du GAR, condition essentielle pour une large diffusion des ressources numériques dans le premier degré.

## — Territoire Numérique Educatif Vosges

Projet structurant, important par son volume, il est entré dans sa phase active durant cette année scolaire. De nombreuses actions ont été engagées avec des temps forts comme le festival du numérique Educatif à Epinal et des salons des usages au sein des 5 laboratoires numériques. Deux laboratoires numériques sont en cours d'installation, l'un à Darney, l'autre à Epinal.

1 632 professeurs ont bénéficié de formation dans le premier et second degré et plus de 452 heures d'accompagnement en proximité ont permis d'impulser des pratiques pédagogiques au plus près des besoins du territoire.

Le dispositif « molo tour » a bénéficié aux 3 980 élèves de 6<sup>e</sup> afin de sensibiliser aux bons usages du numérique. En plus des ateliers dans chaque collège, 30 spectacles ont été organisés pour les scolaires et aussi les familles.

## — Compétences numériques des élèves

La DRANE a assuré l'accompagnement de l'expérimentation de l'attestation PIX en classe de 6<sup>e</sup> avec notamment le déploiement du parcours « 6<sup>e</sup> Protection et sécurité ». La généralisation est prévue pour la rentrée 2023-2024.

En classe de 3<sup>e</sup>, en terminale générale, technologique et professionnelle, la certification est désormais généralisée et mise en œuvre dans tous les établissements.

L'appui au déploiement de l'enseignement de l'informatique au lycée s'est traduit par le déploiement du service numérique Capytale permettant aux professeurs et aux élèves de disposer d'un environnement pédagogique performant pour l'apprentissage du code (de la 6<sup>e</sup> à la terminale). L'utilisation du service devrait poursuivre sa croissance à la prochaine rentrée associée à l'expérimentation d'une forge logicielle Gitlab pour élèves et professeurs de Numérique et sciences informatiques (NSI) permettant le suivi de version de code informatique. Cette forge, unique en France, est active pour trois lycées pilotes dans l'académie de Reims avec une extension programmée à tous les lycées de la région académique dans le courant 2023-2024.

## — Compétences numériques des professeurs

Le développement, la reconnaissance des compétences numériques des professeurs est essentielle pour pouvoir assurer le développement des compétences numériques des élèves. La DRANE a participé de manière active à la mise au point de la certification PIX+EDU depuis deux ans avec notamment l'identification de près de 70 experts, premier et second degré inclus, indispensables au déploiement du dispositif.

Le dispositif PIX associé aux écoles ayant participé à l'appel à projets socle numérique des écoles élémentaires (SNEE) a permis l'auto-positionnement de 749 professeurs des écoles soit 20% des enseignants engagés dans PIX SNEE, bien au-delà du taux national (11%).

### — Convergence de l'offre de formation DRANE

A la demande du recteur de région académique, des travaux ont été engagés avec les trois directrices des écoles académiques de la formation continue (EAFC) et les équipes DRANE pour faire converger les offres de formation au numérique dans le second degré. Des premiers résultats ont été obtenus avec une convergence sur les unités de classification, au nombre de 5, la mise à plat des modules et l'étiquetage par académie. Certains sont proposés partout, d'autres dans deux ou une seule académie. La poursuite de ce travail est conditionnée par la possibilité de faire travailler les formateurs au-delà des académies pour permettre le partage d'expertise et d'ingénierie.

L'animation régionale assurée par les adjoints au premier degré aux responsables des trois sites a permis d'avancer en mobilisant les IEN en charge du numérique des départements. Ce travail important a porté ses fruits puisque la mobilisation des professeurs sur PIX SNEE a été forte et rend possible la personnalisation de la réponse de formation à partir des besoins identifiés. Le travail de coordination, de recherche de synergies des offres de formation départementales se poursuivra dans la dynamique de PIX SNEE.

### — Diplôme universitaire (DU) Accompagner l'entrée dans le métier d'enseignant - 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés (Mission Laïque Française)

La DRANE intervient dans le cadre de l'EAFC avec l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) de Reims dans la mise en œuvre d'un nouveau DU (Bloc 2 Savoirs transversaux, UF4 - Travailler et apprendre avec les outils numériques pour la réussite de tous les élèves). Le public est réparti entre les Etats-Unis, l'Afrique et le Moyen-Orient. Avec l'aide de la direction du numérique pour l'éducation (DNE), l'accès aux outils numériques nécessaires à la mise en place de cette formation a été rendu possible (accès à <https://portail.apps.education.fr/>)

### — Déploiement des équipements de l'appel à projets hybridation des lycées

Tous les équipements ont été déployés dans les 66 lycées ayant participé à l'appel à projets. Les formations à la prise en main des équipements et à leurs exploitations pédagogiques ont été conçues et déployées en concertation. Le processus de collecte des retours d'usage a été finalisé et déployé en concertation avec la Région Grand Est. L'objectif est de référencer les équipements donnant satisfaction dans les futurs marchés publics de la Région.

### — Appel à projets socle numérique des écoles élémentaires (SNEE)

La DRANE a assuré en lien avec les réseaux du numérique départementaux (IEN, CPD, ERUN) la coordination du suivi du déploiement des équipements et services ; le respect de l'ensemble de la chaîne financière ; l'auditabilité des projets dans le cadre du contrôle de l'utilisation des fonds européens ; le suivi des besoins en formation.

Le pilotage DRANE / DAF3 a permis à la région académique d'avoir le meilleur taux de mise en paiement des subventions de cet appel à projets au 15/03/23 (83% des 8,52 M€), ce qui implique que les équipements et services numériques ont très largement été déployés sur le terrain.

## — Programme robots de téléprésence TED-i (Travailler Ensemble à Distance et en interaction)

Fin février l'état du déploiement des robots aux bénéficiaires des élèves hospitalisés ou maintenus à domicile était de 78 unités. (Beam+ : collèges, lycées ; Buddy : écoles ; EDMO : écoles, collèges, lycées). Le nombre d'unités varie au gré des besoins des élèves empêchés.

Malgré quelques freins techniques (absence de réseau wifi dans des écoles / collèges ; 4G/5G qui passe mal dans certains bâtiments), le dispositif donne satisfaction mais peut encore être amélioré au niveau de la coordination et du partage des pratiques de terrain. C'est un axe de travail collectif pour l'année à venir.

## — Projets d'expérimentation – recherche

L'incubateur de Nancy-Metz est le support de projets en partenariat avec l'université de Lorraine.

Les projets suivants ont été engagés depuis le mois de septembre 2022 en articulation avec le groupe thématique numérique (GTnum) intitulé : « Les apports des technologies numériques au développement et aux apprentissages des élèves à besoins éducatifs particuliers ».

### **Projet IA/TDi (trouble du développement intellectuel) :**

Problématique soulevée : existe-t-il des solutions numériques intégrant de l'intelligence artificielle (IA) adaptée aux élèves ayant un trouble du développement intellectuel ? Dans quelle mesure est-il intéressant de construire un projet dédié ?

Constat : la moitié des situations de handicap scolarisées en milieu ordinaire sont des élèves avec troubles du développement intellectuel. A partir du modèle de solution numérique adaptée aux élèves atteints du trouble du spectre de l'autisme (TSA), certaines solutions peuvent adapter leur fonctionnement (débit, micro compétences) à ce type de besoin particulier.

Partenariat : Laboratoire C2S de l'université de Reims-Champagne-Ardenne (URCA), académie de Reims (Lalilo – EdTech qui fournit un assistant numérique pour l'enseignement du français)

### **Projet Inclu'plus**

L'objectif de l'expérimentation est de favoriser l'inclusion en classe ordinaire d'élèves atteints d'autisme et la mise en place d'une différenciation pédagogique effective au service de la personnalisation des apprentissages en dotant 73 enfants autistes de 3 à 8 ans d'une tablette avec accès aux applications Préschool et School selon leur niveau d'apprentissage.

Financement : 40 000 € dans le cadre de l'appel à projet « Numérique inclusif, numérique éducatif » émis par la banque des territoires. Financements attribués pour une expérimentation de 12 à 18 mois.

Partenaires : Learn Enjoy, CHU de Reims (étude d'impact), Académie de Reims.

## — Constitution d'une équipe de formateurs « Fresque du numérique »

En lien la mission éducation au développement durable (EDD), une formation de 12 formateurs a été réalisée en octobre/novembre 2022 pour un déploiement dans le cadre de la prochaine offre de formation DRANE. L'objectif est la sensibilisation des agents, des enseignants et des élèves à la sobriété et aux usages responsables du numérique.

### — Pilotage par la donnée :

La collecte de diverses sources (ENT, Gestionnaire d'Accès aux Ressources (GAR), PIX élèves, données d'inventaires matériels, données d'infrastructures des réseaux établissements, formation des professeurs, données RH dédiées au numérique...) a permis la création d'un entrepôt de données permettant d'évaluer la « maturité numérique d'un établissement ». Des corrélations sont construites avec des caractéristiques d'établissement comme l'Indice de Position Sociale (IPS) ou les indicateurs de résultats des lycées (IVAL). Le travail se poursuit pour à terme fournir une aide au pilotage aux chefs d'établissement, à l'échelon départemental, académique et région académique. Le déploiement actuel de la plateforme régionale dédiée aux données ouvertes de l'éducation permettra de valoriser les données collectées. .

### — Les communs numériques

La DRANE et la DSIGE portent le projet Peertube (plateforme d'hébergement et de diffusion de vidéos de l'éducation nationale) pour l'ensemble des académies (hébergement, appui aux utilisateurs).

Près de 91 000 vidéos ont été déposées depuis l'ouverture du service en production (septembre 2022).

Des outils libres de La Digitale plébiscités par les professeurs (cible prochaine rentrée) et accessibles via le portail <https://portail.apps.education.fr/> qui met à disposition des outils libres et ouverts pour les usages du quotidien (Tchap, Nuage, FileSender...) vont être proposés.

L'utilisation massive des communs est encouragée, comme la plateforme de classes virtuelles BBB pour les élèves et professeurs, visioagents pour les autres agents, Magistère (400.000 formés par an au niveau national), ELEA (futur Moodle national pour tous les élèves et professeurs), Capytale et d'autres à venir.

C'est un axe fort de la stratégie numérique qui ambitionne d'atteindre la pleine souveraineté sur nos outils. La doctrine technique basée sur l'Etat plateforme prévoit toutes les briques permettant d'imposer un cadre à tous ceux qui veulent travailler avec nous mais en restant maîtres de nos données.



---

**Contacter la DRANE :**

[ce.drane@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.drane@region-academique-grand-est.fr)



La délégation de région académique aux relations européennes, internationales et à la coopération a comme mission la mise en œuvre de la politique nationale en matière de relations internationales, tout en tenant compte des particularités locales tant au niveau éducatif que politique. Elle contribue notamment à la mise en œuvre du plan langues vivantes en complément des corps d'inspection en favorisant les actions de mobilités, les partenariats – virtuels, hybrides ou en présentiel -, afin que les apprenants puissent donner du sens à leur apprentissage par une mise en pratique de la langue et développer la prise en compte de l'altérité et des compétences interculturelles.

La DRAREIC Grand Est compte un chef de service et trois adjoints. Chaque délégué a gardé sa compétence territoriale pour effectuer les missions académiques au plus près des usagers avec un partage et une mutualisation des expertises et des modes de fonctionnement.

### **Nombre de personnels sur les trois sites (21,75 ETP)**

**Nancy-Metz** : 8,5 ETP : 2 adjointes, 2 adjoints administratifs, 4,5 ETP de chargés de mission.

**Reims** : 3,5 ETP : un chef de service, un adjoint et un assistant, 0,5 ETP de chargés de missions.

**Strasbourg** : 6 personnels permanents : un chef de service, une responsable des actions transfrontalières, une secrétaire, une enseignante détachée et deux personnels administratifs. Le service peut encore employer 3,75 d'ETP pour assurer des missions particulières. A noter que le pôle international n'est doté que de chargés de mission avec quelques heures de décharge.



## **Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023**

Dans le cadre de la nouvelle délégation régionale, trois axes de travail ont été priorisés dans un document constituant la stratégie de région académique en matière d'ouverture internationale et européenne. Ils orienteront l'activité du service pour les deux années à venir au service des élèves et des personnels de l'académie. Afin de pouvoir mesurer l'évolution de la politique à l'international, des indicateurs seront élaborés et chiffrés. Les objectifs seront proposés aux recteurs.

Cette stratégie commune s'articule avec les projets des trois académies qui s'inscrivent dans les orientations communes définies par le recteur de région. Par ailleurs, la politique éducative transfrontalière fait l'objet de feuilles de route avec la préfecture et les instances politiques internationales qu'il faut prendre en compte.

### **Axe 1 : Mettre l'Europe au service des établissements**

### **Axe 2 : Mettre l'international au service de la réussite des élèves**

### **Axe 3 : Mettre l'Europe et l'international au service des personnels**

Afin de pouvoir mettre en place les mobilités des élèves et des personnels et d'adapter les aides à la relance et à la montée en puissance de la mobilité, les académies recherchent des financements auprès de l'Europe, soit via les fonds Erasmus+, les fonds Interreg, soit auprès des collectivités territoriales ou soit de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ). La dotation et la gestion de ces fonds est académique.

**Moyens Erasmus pour 2022 / 2023**

Reims : 380 000 euros pour l'accréditation pour l'enseignement et la formation professionnels, 50 000 euros pour l'inclusion scolaire.

Nancy-Metz : 409 350 euros pour le secteur scolaire et 1 707 439 pour les mobilités des élèves de la voie professionnelle et 186 430 euros pour la formation des personnels ; 283 946 euros pour l'accréditation de l'enseignement supérieur.

Strasbourg : 48 570 euros pour le secteur scolaire et 219 791 euros pour l'enseignement et la formation professionnels.

**Interreg :**

Clôture des projets Interreg V Grande Région et préparation Interreg VI Grande Région (projets de coopération, incluant un accompagnement à la mobilité, notamment pour les publics les plus fragiles) pour l'académie de Nancy-Metz.

**— Axe 1 : Mettre l'Europe au service des établissements****Accompagnement des établissements dans leur ouverture internationale :**

- Nombre de labels Euroscol attribués en 2023 : 3 (Strasbourg) + 17 (Nancy-Metz) + 3 (Reims)
- Certilingua : 24 établissements labellisés : 8 à Strasbourg + 16 à Nancy-Metz
- Maternelle Elysée : nouvelles labellisations : 27 à Strasbourg + 8 à Nancy-Metz + 2 à Reims
- Total Maternelle Elysée de la région académique (224 +40 +10) = 274

Veille informationnelle et actions d'information académiques ou de région académique. Participation des Drareic aux concertations « Notre Ecole, faisons-la ensemble » dans le cadre du Conseil national de la Refondation lancé par le Président de la République

**Contribution à l'ouverture internationale des Campus des métiers et des qualifications (CMQ) en copilotage avec la DRAFPIC**

- Projet avec la Côte d'Ivoire avec le CMQ inclusion (déplacement d'une équipe suite à l'attribution d'une dotation de 10 000 euros par le ministère suite à un appel à projets)
- Mise en place d'un partenariat international avec les CMQ :
  - CMQ Autonomie et Inclusion (Tomblaine) avec le Ministère Enseignement Technique - Formation Professionnelle - Apprentissage (MEFPA) de Côte d'Ivoire
  - CMQ Energie et Maintenance (Thionville) avec le ITS d'Avellino.
- Travail avec le Kenya dans le domaine des énergies renouvelables : dotation de 5000 euros
- Convention en préparation entre le Ministère sarrois de l'éducation et de la culture et la région académique Grand Est autour des métiers de la petite enfance (CMQ Autonomie et Inclusion)

**Recherche de nouveaux partenaires au profit de la Région académique :**

- Espagne : Andalousie, Estrémadure, Galice
- Italie : Trentin et Haut-Adige (en cours)
- Autriche : Basse Autriche (en cours)

**Accueil de délégations étrangères dans le cadre d'Erasmus ou en lien avec la DRAFPIC**

- Mars : accueil d'une délégation de Basse-Autriche dans l'académie de Nancy-Metz
- Accueil de délégations d'enseignants autrichiennes, berlinoises, italiennes...
- Du 3 au 5 mai : délégation sarroise à Nancy
- Accueil d'une délégation de représentants du ministère du tourisme et de l'artisanat marocains à la demande de la Région Grand Est

Pilotage par le rectorat d'un groupe de travail « Education et Formation » dans la préparation de la Commission intergouvernementale (CIG) France Luxembourg

## — Axe 2 : Mettre l'international au service de la réussite des élèves

**Promotion de la citoyenneté européenne par le biais d'initiatives partenariales :**

- Euroscola régional 500 élèves alsaciens et 500 élèves du Bade Wurtemberg reçus au Parlement européen dans le cadre d'une convention spécifique.
- Préparation de l'accueil de jeunes Européens dans les établissements dès le mois de septembre – Projet Europamobil porté par la fondation Genshagen

**Mobilité collective et individuelle dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés**

- 6000 élèves du 1<sup>er</sup> degré et quelque 20 000 élèves du 2<sup>nd</sup> degré ont effectué une mobilité soit collective soit individuelle à Strasbourg,
- Plus de 33 000 élèves, majoritairement du 2<sup>nd</sup> degré, ont bénéficié d'une mobilité collective à l'étranger dans l'académie de Nancy-Metz
- 15 193 mobilités, dont 14 828 collectives et 365 individuelles + 200 périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) pour l'académie de Reims

## — Axe 3 : Mettre l'Europe et l'international au service des personnels

**Réponse à l'appel à projet pour l'obtention des fonds Erasmus+ dans le cadre des accréditations. Moyens obtenus pour l'année scolaire 2023/2024**

- Accréditation scolaire : 342 507 euros pour Strasbourg ; Reims 141 263 euros ; Nancy-Metz : 514 908 euros
- Accréditation formation et enseignement professionnels : 211 482 euros pour Strasbourg, 482 275 euros pour Reims et 759 250 euros pour Nancy-Metz.

**Actions de formation conjointes tel le séminaire franco-allemand de Sarrebruck, réunions des groupes d'experts et de travail de la Conférence du Rhin Supérieur et de la Grande Région pour initier au niveau transfrontalier des réseaux de réflexion didactique.**

**Coopération avec la DRAJES notamment par la réactivation du comité régional des mobilités européennes et internationales des jeunes (COREMOB) et par un travail conjoint dans le cadre des prochaines programmations Interreg Grande Région (GR), qui entendent resserrer les liens entre l'éducation formelle et non formelle.**

**Coopération forte avec la DRANE, notamment dans la préparation des programmes Interreg VI GR à Nancy-Metz.**

**Réflexion commune sur les évolutions en matière d'ouverture internationale et européenne notamment mention mobilité internationale au baccalauréat.**

**Réflexion autour de modules de formation/information des enseignants pour la mise en place de mobilités.**



**Contacter la DRAREIC :**

[ce.drareic@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.drareic@region-academique-grand-est.fr)



La direction régionale académique de l'enseignement supérieur est constituée de 12 personnels répartis en deux services sur trois implantations géographiques : Nancy (5), Reims (2) et Strasbourg (5). Composée majoritairement de personnels de catégorie A (7), de 3 personnels de catégorie B et de 2 personnels de catégorie C, la DRAES est pilotée par l'une des deux adjointes au SGRA.

**Le service de suivi des établissements d'enseignement supérieur** gère le contrôle de légalité des actes des établissements, le contrôle budgétaire ainsi que le suivi de l'enseignement supérieur privé.

De son côté, **le service stratégie, contractualisation et vie étudiante** assure le suivi des dialogues de performance selon les différentes modalités mises en œuvre par la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP), tout ce qui se rattache à la vie étudiante (Mon Master, la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC), les bourses du supérieur) et toutes les questions générales (les différents diplômes, les sollicitations/ interventions auprès du recteur ou de la rectrice ou du secrétariat général de la région académique).

La particularité de cette direction est d'avoir deux services dont les personnels sont rattachés à l'un des deux chefs de service en étant affectés sur l'une des trois implantations qui n'est pas forcément celle du chef de service.



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

### — Présentation du travail de fond de la DRAES

L'intérêt du bilan d'activité est également de rendre visible l'activité quotidienne de l'ensemble des personnels rattachés à la DRAES. Parmi ces activités, il est à mettre en avant :

Le contrôle de légalité : il se traduit par l'accompagnement et le contrôle de 6 établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) (4 universités, un grand établissement et une école d'ingénieur), des 3 centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) et de la bibliothèque nationale et universitaire (BNU).

Le service prépare aussi les conseils de gestion des fondations de coopération scientifiques (5 au sein du périmètre Grand Est). Au total, cela représente 63 participations effectives sur une année qui suppose une note préparatoire, un compte-rendu, l'organisation de la commission de contrôle des opérations électorales des EPSCP, l'analyse des évolutions de statuts. A noter, le temps croissant apporté au suivi des Instituts hospitalo-universitaires (IHU), notamment celui de Strasbourg à l'issue du rapport de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR).

**Le contrôle budgétaire s'effectue pour les 6 EPSCP sur une enveloppe globale de l'ordre de 1.616 milliard (fonctionnement + masse salariale), ce qui se traduit :**

- Par l'organisation de 21 pré conseils d'administration (CA) ; l'élaboration d'une note d'analyse en lien avec la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) ;
- Des alertes auprès des EPSCP sur les incohérences ou anomalies dans les documents fournis ;
- des analyses mettant en lien ces données chiffrées avec la stratégie des établissements ;
- La gestion des enquêtes du ministère (par ex, l'enquête FDR et trésorerie libre d'emploi lors du dernier compte financier 2022). A noter cette année, une importante mise en cohérence des données à l'échelle régionale en interaction avec le ministère. ;

- Les validations des campagnes d'emplois, analyse pour chaque établissement des documents prévisionnels de gestion et emplois et des crédits de personnel (DPGECP) ;
- L'analyse de la soutenabilité financière dans le cadre du Schéma pluriannuel de stratégie immobilière.

**Le suivi de l'enseignement privé : le service suit actuellement plus de 120 établissements d'enseignement supérieur privé hors apprentissage (organismes de formation, centres de formation apprentis (OF-CFA). Ci-après quelques exemples parmi les plus significatifs des dossiers instruits depuis la rentrée 2022 :**

- 7 ouvertures d'établissements d'enseignements supérieurs techniques privés : (Nancy-Metz : 2, Reims : 2 ; Strasbourg : 3) ;
- Instruction de 5 dossiers en 2022/2023 concernant des habilitations ou renouvellement d'habilitation à recevoir des boursiers pour la rentrée 2024 : (Pôle enseignement supérieur Jean XXIII, Néoma BS campus de Reims, école SCBS du groupe Y Schools, ICN et ENSAM) ;
- 231 dossiers de demandes d'autorisations à exercer une fonction d'enseignement et/ou de direction ;
- Production des arrêtés de jurys pour les écoles dont le diplôme est visé ;
- Contrôle des établissements régulièrement ouverts (y compris leur communication). Un courrier de suivi annuel est transmis aux établissements et rappelle notamment les obligations en matière de publicité et de démarchage.

**Parmi les missions traditionnelles, la DRAES gère :**

- Différentes opérations en lien avec les 3 CROUS pour le suivi des bourses du supérieur : les recours gracieux (182), le contrôle des ordres de reversement (852) et les différentes procédures liées aux questions d'assiduité des étudiants ;
- Le suivi de diplômes en lien avec la DRAFPICA et la DRAIO tels que DN MADE ; DE IMRT, DE CESF ainsi que le suivi des conventions permettant d'apposer la signature numérique du recteur sur les diplômes nationaux des universités ou encore le contrôle des maquettes.
- Les commissions de théologie : un décret du 13 novembre 1985 prévoit que les commissions spéciales consultatives (CSC) du Conseil national des universités (CNU) des sections de théologie catholique (section 76) et des sections de théologie protestante (section 77) sont présidées par le Recteur de l'académie de Strasbourg. Le CNU se prononce à ce titre sur les mesures individuelles relatives à la qualification, au recrutement et à la carrière des professeurs des universités et des maîtres de conférence. Le service prend en charge l'organisation de ces commissions pour le compte du rectorat de Strasbourg (6 pour cette année universitaire).
- La contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) : le service assure le recensement des établissements dont les étudiants sont assujettis à la CVEC, ainsi que l'organisation des commissions de dynamique territoriale de la vie étudiante présidées par la Rectrice déléguée (entre 1 à 3 par an pour chaque académie).
- Trouver mon Master : le service gère les saisines du recteur de région académique, ce qui suppose de faire le lien avec les EPSCP : 362 saisines en 2022, 209 à l'état « recevable » en fin de campagne et 95 à l'état « close » ou « traité », c'est-à-dire que soit l'étudiant a accepté l'une des propositions communiquées par le rectorat, soit le rectorat a transmis les 3 propositions réglementairement requises sans que toutefois l'étudiant ne les accepte. En outre, 14 étudiants en situation de handicap ont fait l'objet d'un suivi individualisé. En fin de campagne, tous les étudiants en situation de handicap dont le dossier a été jugé recevable ont accepté l'une des propositions transmises par le rectorat.
- Rédaction d'une soixantaine de notes pour le recteur ou la rectrice et environ 80 courriers de réponses à des sollicitations.

- différentes opérations en lien avec les 3 Crous pour le suivi des bourses du supérieur : les recours gracieux (182), le contrôle des ordres de reversement (852) et les différentes procédures liées aux questions d'assiduité des étudiants ;
- le suivi de diplômes en lien avec la DRAFICA et la DRAIO tels que DN MADE ; DE IMRT, DE CESF ainsi que le suivi des conventions permettant d'apposer la signature numérique du recteur sur les diplômes nationaux des universités ou encore le contrôle des maquettes.
- les commissions de théologie : Un décret du 13 novembre 1985 prévoit que les commissions spéciales consultatives (CSC) du Conseil national des universités (CNU) des sections de théologie catholique (section 76) et des sections de théologie protestante (section 77) sont présidées par le Recteur de l'académie de Strasbourg. Le CNU se prononce à ce titre sur les mesures individuelles relatives à la qualification, au recrutement et à la carrière des professeurs des universités et des maîtres de conférence. Le service prend en charge l'organisation de ces commissions pour le compte du rectorat de Strasbourg (6 pour cette année universitaire).
- la CVEC (contribution de vie étudiante et de campus) : le service assure le recensement des établissements dont les étudiants sont assujettis à la CVEC, ainsi que l'organisation des commissions de dynamique territoriales de la vie étudiante présidées par la Rectrice déléguée (entre 1 à 3 par an pour chaque académie).
- Trouver mon Master : le service gère les saisines du recteur de région académique, ce qui suppose de faire le lien avec les EPSCP : 362 saisines en 2022, 209 à l'état « recevable » en fin de campagne et 95 à l'état « close » ou « traité », c'est-à-dire que soit l'étudiant a accepté l'une des propositions communiquées par le rectorat, soit le rectorat a transmis les 3 propositions réglementairement requises sans que toutefois l'étudiant ne les accepte. En outre, 14 étudiants en situation de handicap ont fait l'objet d'un suivi individualisé. En fin de campagne, tous les étudiants en situation de handicap dont le dossier a été jugé recevable ont accepté l'une des propositions transmises par le rectorat.
- Rédaction d'une soixantaine de notes pour le recteur ou la rectrice et environ 80 courriers de réponses à des sollicitations.

## — L'évolution des dialogues de performance

Les dialogues de performance ont eu pour objectif, au printemps 2023, de soutenir l'université de Lorraine, l'université de Reims Champagne-Ardenne, l'université technologique de Troyes, l'université de Haute-Alsace et l'institut national des sciences appliquées de Strasbourg, dans la préparation de leur contrat d'objectifs, moyens et performance (COMP) (vague 2 du COMP en automne 2023 et vague 3 au printemps 2024).

Ces dialogues ont pris la forme de réunions « techniques », entre services, et de réunions plus « politiques » en présence de la rectrice déléguée à l'ESRI et des présidents / directeurs des établissements. L'objectif était d'accompagner les établissements, d'une part par l'analyse des indicateurs mentionnés dans leurs bilans et, d'autre part, par la vigilance sur le fait que les projets de financement soumis devaient contribuer au renforcement de la fonction de pilotage. Il leur a également été rappelé qu'il fallait veiller à avoir la capacité de tenir les engagements indiqués pour chacun des trois projets soumis à demande de financement ; projets pensés comme un préalable au COMP. Les retours des universités montrent que ces réunions ont été constructives.

L'enveloppe de la région académique était de 3 380 000€.

La région académique Grand Est a inauguré la mise en place du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance avec celui de l'Université de Strasbourg (Unistra).

Le COMP vise à renforcer l'articulation entre la stratégie des établissements et le déploiement des politiques publiques portées par le gouvernement autour de 4 enjeux prioritaires : la professionnalisation des formations, le bien-être et la réussite des étudiants, la transition écologique et la dynamisation de la recherche et de l'innovation.

Le COMP est établi au terme d'un dialogue avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR), reposant sur un bilan des actions conduites par l'établissement au cours des 3 dernières années, des recommandations de la dernière évaluation du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et d'une projection ambitieuse mais réaliste de sa stratégie. La préparation du COMP est faite avec l'appui du rectorat qui accompagne l'établissement dans l'élaboration de ses bilans et de ses perspectives. En plus des 4 objectifs liés aux politiques publiques, les axes du COMP comprennent un objectif visant à améliorer le pilotage de l'établissement et un axe au choix.

La région académique a accompagné l'Unistra dans la rédaction de ses bilans afin de faciliter l'appropriation par l'établissement des différentes données sollicitées au titre des bilans (bilan du contrat pluriannuel, bilan des politiques publiques financées, bilan des indicateurs du dialogue de performance) et de ses perspectives.

Des réunions plus politiques entre la Rectrice déléguée et le Président de l'Unistra ont également été organisées afin de proposer à l'université d'avoir un premier retour sur la façon dont leur COMP pourrait être perçu. Il leur a été proposé d'affiner la présentation de leurs objectifs en lien avec leur stratégie et le déploiement des politiques publiques prioritaires et ils ont aussi été incités à « muscler » leur présentation déjà très élaborée malgré des délais extrêmement courts. L'avis de la rectrice sur le COMP fait l'objet d'une transmission à la DGESIP.

Le dialogue entre le MESR et l'Unistra, avec la participation du Recteur de région académique et de la Rectrice déléguée, a eu lieu le 22 juin à Paris et s'est déroulé dans des conditions très satisfaisantes. Le suivi du COMP devra ensuite être en principe assuré par le rectorat qui prépare déjà l'accompagnement des établissements qui seront retenus dans la vague 2 ou la vague 3.

## — La concertation de la vie étudiante

La rentrée 2022 a été marquée par le lancement du conseil national de la refondation. A ce titre, la Ministre de l'Enseignement supérieur a sollicité les régions académiques pour qu'elles mettent en place des concertations étudiantes avec pour objectif d'améliorer les politiques d'accompagnement de la vie et du bien-être étudiant, de l'orientation, de la réussite et de l'insertion professionnelle. Pour la région académique, cette concertation a été lancée en octobre 2022 sur la base d'un partenariat avec la Région Grand Est et a donné lieu :

- A l'élaboration d'une enquête en ligne à destination des étudiants, publiée sur le site [maregiondemain.fr](http://maregiondemain.fr). 1 492 étudiants ont répondu à cette enquête.
- A l'organisation et à la participation à 12 ateliers participatifs répartis sur l'ensemble du territoire de la région académique, associant principalement des étudiants. Les thématiques ont porté sur le sport, la culture, l'orientation, l'insertion professionnelle, l'alimentation, l'engagement, la santé mentale. 440 participants ont pris part aux ateliers et aux enquêtes de proximité mis en place à ce titre. En outre, 28 visites de différents établissements situés sur l'ensemble de la région ont été organisées sous la forme de rencontres avec des responsables de la Région Grand Est ou avec la rectrice en plus des ateliers participatifs.

La restitution a pris la forme d'une journée spécifique le 30 mai 2023 à Reims dans les locaux de l'URCA pour permettre de partager cette enquête à tous les acteurs de la vie étudiante, et en particulier aux étudiants.

## DRAES

En présence de M. Gellé, président de l'URCA et de France Université, de Mme Vautrin, présidente du grand Reims et présidente de l'association des villes universitaires de France, de M. Grosdidier, vice-président de la Région Grand Est en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et de Mme Perdereau, rectrice déléguée à l'ESRI, deux tables rondes se sont tenues, animées par un journaliste.

Une centaine de personnalités (personnels des universités, étudiants, associations, élus, administration) ont assisté à la restitution, tant en présentiel qu'en distanciel.

La première table ronde a porté sur les questions d'orientation, d'insertion professionnelle et d'engagement. Les projets AILES et NORIA ont notamment été mis en avant.

La seconde table ronde s'est appuyée sur le thème de l'expérience étudiante et a permis d'aborder les thématiques sport, santé, culture, alimentation et logement.

Ces temps d'échanges ont mis en avant toute la diversité de points de vue exprimés par les étudiants. Il apparaît que les caractéristiques et les conditions de vie des étudiants varient de façon significative selon que l'étudiant se situe sur un territoire urbain ou rural, ou encore frontalier. Sur certains territoires, il existe toutefois déjà des actions qui ont été mises en avant avec beaucoup d'optimisme.

La concertation a été reconnue par tous les acteurs comme étant particulièrement fédératrice autour de la vie étudiante. Cette première étape de diagnostic va maintenant nécessiter un temps d'analyse afin de pouvoir déboucher sur des propositions permettant d'améliorer les conditions de vie des étudiants en matière d'aide à l'orientation et l'insertion, d'infrastructures et d'activités en lien avec les services dédiés à l'activité sportive, culturelle ou encore dans les domaines de l'alimentation et du logement.



**Contactez la DRAES :**

[ce.draes@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.draes@region-academique-grand-est.fr)



La direction de l'immobilier de la région académique Grand Est est composée de 12 agents répartis sur les sites des rectorats de Strasbourg, siège du service, de Nancy-Metz et de Reims.

Elle intervient dans le domaine des bâtiments administratifs du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse pour assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement immobilières et gérer le patrimoine immobilier occupé par les services académiques.

Dans le domaine de l'immobilier universitaire du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, elle met en œuvre et suit les contrats de plan Etat-Région (CPER), les opérations Campus, les plans de relance et de résilience des bâtiments publics.

Les 3 ingénieurs régionaux de l'équipement (IRE), directeur et adjoints de la DIRAGE, sont les conseillers techniques « immobilier » des recteurs.



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

### — Pour l'immobilier de l'Éducation nationale

#### La formalisation de la stratégie immobilière de la région académique

Pour établir son projet de stratégie immobilière, la région académique s'est basée sur les cinq objectifs de la politique immobilière du ministère de l'Éducation nationale. Elle a également tenu compte des objectifs du Schéma Directeur Immobilier Régional (SDIR) en cours d'élaboration sous le pilotage de la préfète de région.

Les 4 grandes orientations de la région académique Grand Est qui ont été adressées au ministère pour validation sont les suivantes :

- Conforter les principaux bâtiments occupés par les services centraux académiques,
- Améliorer significativement la performance énergétique des bâtiments pour atteindre les objectifs ambitieux de réduction des consommations énergétiques du dispositif éco-énergie tertiaire (DEET),
- Mieux répondre aux besoins fonctionnels des services dans le respect de la politique immobilière du ministère,
- Abandonner les petites implantations les plus énergivores.

#### Le dispositif éco-énergie tertiaire (DEET)

Mis en œuvre dans le cadre de la loi ELAN du 23/11/2018, le dispositif Eco-Energie Tertiaire (DEET) est une obligation réglementaire qui impose une réduction progressive de la consommation d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire de plus de 1000 m<sup>2</sup>, afin de lutter contre le changement climatique.

Les objectifs de réduction de la consommation d'énergie finale sont de 40 % pour 2030, 50 % pour 2040 et 60 % pour 2050, par rapport à une année de référence postérieure à 2010. Le recueil des données de consommations des bâtiments assujettis a été réalisé sur la plateforme nationale OPERAT à l'échéance réglementaire du 31/12/2022 pour la déclaration initiale.

## **DIRAGE**

La mise en œuvre du DEET pour les bâtiments de l'État a demandé à la DIRAGE, pour l'année écoulée, un travail conséquent de fiabilisation des données de consommations du parc immobilier, ainsi que le pilotage d'audits énergétiques sur les sites majeurs, en vue d'élaborer un schéma directeur de l'énergie pour la région académique.

Le poids des questions énergétiques a conduit la région académique à renforcer son expertise en nommant une animatrice énergie au sein de la DIRAGE, puis en engageant un recrutement pour le poste de référent technique énergie.

### **Les plans de sobriété énergétique**

En sus des objectifs à moyen et long termes fixés dans le cadre du DEET, le contexte international a provoqué une très forte inflation du coût des énergies fossiles. Afin de réduire l'impact de ces augmentations sur les budgets de l'Etat, la Première Ministre a demandé aux administrations de produire des plans de sobriété énergétique dont l'objectif est de réduire d'au moins 10% les consommations énergétiques d'ici 2024, par rapport à 2019.

La DIRAGE a proposé à chaque secrétaire général d'académie un plan d'actions (pilotage plus fin des températures de consigne des chaudières, proposition de comportement éco-responsable des agents,...) pour atteindre cette performance et a engagé des chantiers de remplacement de luminaires énergivores par des leds, notamment au siège des rectorats de Reims et de Strasbourg, ainsi qu'à la DSDEN 88.

Elle a enfin expérimenté, en tant que pionnière, les prestations de conseil énergétique développées par la nouvelle agence de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, l'AGILE.

### **Le Grand Projet Saurupt**

L'ensemble des services nancéiens a déménagé dans le bâtiment GP Saurupt à l'été 2022. Cela a permis de regrouper plus de 850 agents dans un même bâtiment, en incluant Réseau-Canopé et la DSDEN 54.

A noter que, même si la réglementation ne l'imposait pas, la DIRAGE a souhaité que la rénovation du bâtiment principal datant pour sa structure initiale, des années 30, et des années 60 pour le dernier étage, fasse l'objet d'exigences particulières vis-à-vis des entreprises de travaux afin d'assurer une étanchéité à l'air de grande qualité. Le bâtiment a fait l'objet d'une analyse de l'étanchéité à l'air pendant et après travaux et il s'avère que l'objectif d'étanchéité a été atteint et même dépassé.

Compte tenu de l'urgence à déménager, la mise en service des divers systèmes techniques s'est faite parallèlement à l'installation des services. Un an après, il reste des ajustements à effectuer afin de gérer au mieux les dépenses énergétiques du bâtiment. C'est pourquoi l'outil de gestion technique du bâtiment (GTB) va être modifié pour passer à 2 systèmes différents de suivi : électricité, eau, ascenseurs, sondes CO2 etc. d'un côté, et chauffage/ventilation de l'autre.

### **La rénovation énergétique de la DSDEN de l'Aube à Troyes**

Le bâtiment vétuste et chauffé au fioul, fera l'objet d'une lourde rénovation avec isolation des façades et de la toiture, remplacement des fenêtres, passage à un chauffage aux granulés bois, reconfiguration des sanitaires et pose de panneaux photovoltaïques en toiture.

La consultation des entreprises de travaux est en cours pour permettre au bâtiment de gagner 2 classes énergétiques et d'arriver en classe A ; la durée prévisionnelle des travaux en site occupé est de 2 ans.

### **La requalification de l'amphithéâtre du rectorat à Reims**

Le bâtiment du rectorat dispose d'un ancien amphithéâtre de 500 places, désaffecté depuis 2004 pour des raisons de sécurité. Le projet porté auprès du ministère consiste à réaménager le volume de l'amphithéâtre afin de constituer des petits espaces de travail modulables (espaces de réunions pour des groupes de 3 à 4 personnes, postes de travail isolés pour des agents itinérants, y compris hors de la sphère MENJ/MESR), d'offrir une cafétéria mieux adaptée aux effectifs du rectorat et de créer une salle multi activités à destination des personnels. L'opération est actuellement au stade des études d'avant-projet.

## **— Pour l'immobilier de l'Enseignement Supérieur et la Recherche**

### **Plan de relance et plans de résilience**

Dans le cadre du plan de relance, 75 projets portés par les établissements d'enseignement supérieur de la région académique ont été retenus fin 2020 pour un montant supérieur à 85,5 M€. Les marchés de travaux et les subventions de l'Etat ont été engagés avant fin 2021 et en 2022-2023 la DIRAGE a procédé au suivi des projets et au versement des acomptes de subventions. A ce jour, les travaux sont achevés pour 44 projets et ils devraient s'achever au plus tard fin 2023 pour tous les autres ; de mi-2022 à mi-2023, il a été versé par la région académique aux établissements un montant total de subventions de 56,5 M€ (mi-2023, 90% environ des subventions aux projets du plan de relance, soit 76,8 M€, ont été versés aux établissements).

Deux appels à projets ont été conduits dans le cadre du plan de résilience visant à réduire la consommation d'énergie fossile en 2022 et 2023. Au titre du 1<sup>er</sup> plan de résilience, 49 projets des établissements d'enseignement supérieur de la région académique ont été retenus mi-2022 pour un montant total de 2,18 M€ et toutes les subventions ont été versées en 2022 ; dans le cadre du 2<sup>ème</sup> plan de relance, 38 projets ont été retenus en février 2023 pour un montant total de 5,27 M€, l'engagement des subventions par la région académique est en cours et les paiements sont prévus avant fin 2023.

### **Contrat de Plan Etat-Région (CPER)**

Il est inscrit au CPER 2021-2027 signé en février 2022, 39 projets immobiliers universitaires publics avec une participation totale de l'Etat de 100,32 M€. La DIRAGE instruit les dossiers d'expertise des projets, programme et engage les financements de l'Etat, suit la réalisation des projets et procède au versement des subventions aux établissements ou collectivités maîtres d'ouvrage.

Depuis 2022, compte tenu du contexte international géopolitique et économique, les projets immobiliers sont assujettis à des surcoûts importants par rapport aux estimations effectuées en 2020, liés à l'inflation générale, à la crise énergétique et aux tensions sur les matières premières. Dans le cadre des études de programmation des projets, la DIRAGE accompagne les établissements d'enseignement supérieur dans la recherche d'une soutenabilité budgétaire des projets ; celle-ci est atteinte au moyen d'optimisations des programmes, de phasage fonctionnel des projets, de redéploiement de financements entre projets ou de mise en place de financements complémentaires sur fonds propres des établissements.

Sur le plan opérationnel, la réalisation de plusieurs projets du CPER 2021-2027 débute parallèlement à l'achèvement de projets de construction ou de réhabilitation de bâtiments financés au titre du précédent CPER (2015-2020).



### Logements étudiants

La charge foncière étant une variable essentielle dans l'équilibre financier d'un projet de construction de logements à caractère social, la DIRAGE a participé activement à la recherche de foncier public à mobiliser pour la construction de logements étudiants dans la région Grand-Est. Cette stratégie est portée conjointement avec les administrations centrales des ministères chargés de l'enseignement supérieur et du logement, ainsi qu'avec la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). 7 fonciers ont été recensés, à Reims, Nancy et Strasbourg, pour un nombre de places évalué à près de 1300. Ces projets portés majoritairement par les CROUS, pourraient être mis en service entre 2025 et 2029.

### Recensement des projets universitaires de rénovation énergétique

Au niveau national, la surface utile brute des bâtiments utilisés par les établissements sous tutelle du MESR représente environ 18 millions de mètres carrés. Le ministère a souhaité identifier les investissements nécessaires à partir de 2024 en matière de rénovation énergétique, afin d'élaborer une stratégie pluriannuelle d'investissements immobiliers, en cohérence avec les objectifs nationaux et européens.

La DIRAGE a recensé auprès des universités, écoles et CROUS des projets de rénovation énergétique d'un montant total de plus de 1,5 milliards d'euros pour améliorer le patrimoine des établissements d'enseignement supérieur du Grand Est. Compte tenu des moyens financiers limités, il s'agit maintenant de déterminer comment orienter les crédits vers les dépenses les plus efficaces pour réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre (GES).



### Contactez la DIRAGE :

[ce.dcp@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.dcp@region-academique-grand-est.fr)



La direction régionale académique des achats est un service multi-sites implanté dans les académies de Nancy-Metz, Reims et Strasbourg. Son siège est à Nancy.

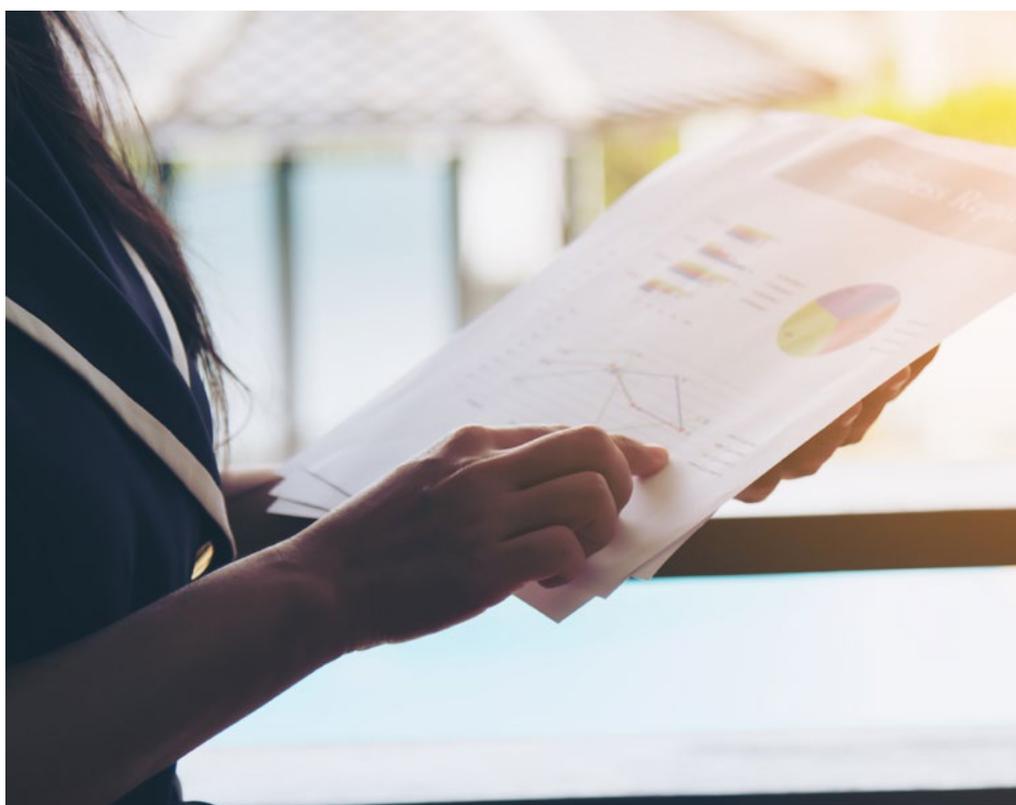
La DRAA exerce notamment les missions suivantes :

- Elaboration et pilotage de la politique des achats de la région académique
- Programmation de la stratégie achat de la région académique
- Animation du réseau des acheteurs / prescripteurs
- Rédaction des procédures de marché et suivi de leur exécution
- Veille réglementaire et informations des services prescripteurs
- Programmation des achats en lien avec les divisions des affaires financières et les services prescripteurs
- Contrôle du respect des processus achat par l'ensemble des services prescripteurs de la région académique
- Garante de la performance achat.

Elle est composée de 10 personnes : 7 à Nancy-Metz, 1 à Reims et 2 à Strasbourg : 5 de catégorie A, 3 de catégorie B et 1,5 de catégorie C.

Sur le site de chaque académie, des référents académiques achats assurent une mission de proximité. Ils se présentent comme les experts incontournables des segments achats de leur périmètre par la maîtrise du marché fournisseurs et la connaissance des besoins des services prescripteurs de leur territoire.

Le service est piloté par une directrice et une adjointe, basées à Nancy. Le service sera renforcé à compter de la rentrée 2023 par un expert en ingénierie achat qui sera chargé notamment de conseiller et d'apporter son expertise aux acteurs de la chaîne achat en vue d'optimiser l'achat public et de contribuer à sa performance.





## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

La direction est chargée de déployer les supports contractuels nationaux (ministériels ou interministériels) ou régionaux (plateforme régionale des achats – PFRA). Lorsqu'aucun support n'existe pour un besoin identifié, elle est chargée de mettre en place le support adapté : elle participe à la définition du besoin avec le service prescripteur, elle sélectionne la procédure de passation adaptée (marché avec ou non publicité et mise en concurrence préalable, marché en procédure adaptée ou marché en procédure formalisée du type appel d'offre).

En 2022-2023, la DRAA a déployé plusieurs procédures formalisées. Cinq segments d'achat sont particulièrement concernés par ce type de procédures : l'immobilier, l'informatique, le numérique, les copies d'examen et depuis 2021, l'organisation de séjours de cohésion dans le cadre du service national universel (SNU).

La DRAA a formalisé, pour la troisième année consécutive, les procédures nécessaires à l'organisation des séjours de cohésion pour les trois sessions 2023 du SNU :

Objet	Nombre de lots	Titulaires	Montant TTC
Marché dédié à l'hébergement et à la restauration	5	AZUREVA / VVF / Séjour-Urgences / Domaine de l'Aube / PEP Alsace	1 073 364 €
Marché de délégation globale	1	ADEPPA	360 243 €
Marché de prestation d'intérim	1	SYNERGIE	125 000 €
Marché de restauration	4	SODEXO / HIRONDELLES / 2S / GROSSMANN	275 000 €
Marché d'équipement de type literie	2	SUBRENAT / DECATHLON	140 000 €

Ces procédures, nouvelles par leur périmètre et en sus des missions habituelles, ont été prises en charge au niveau régional par la directrice adjointe en lien avec la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sport (DRAJES).

Pour 2024, l'objectif est de transférer aux référents académiques la rédaction des procédures et le suivi d'exécution de ces marchés.

La DRAA a ensuite accompagné la direction de l’immobilier de la région académique Grand Est (DIRAGE) dans le déploiement des procédures nécessaires à l’exécution des prestations de travaux dans les services académiques :

Site	Objet	Montant TTC
NANCY	Travaux d'amélioration thermique sur le site de Saurupt : pose de filtres UV	66 000 €
	Travaux de mise en conformité dans un local d'archives du rectorat	55 200 €
	Travaux de réparation et de modernisation d'un ascenseur sur le site du petit Saurupt	43 771 €
	Etudes de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du bâtiment CUCES	11 664 €
	Grand Projet Saurupt : rédaction d'avenants MOE et MOA, solde assurance, protocole transactionnel (VBS), décomptes généraux et définitifs et mémoires en réclamation	34 000 000 €
REIMS	Marché Rénovation énergétique de la DSDEN 10	2 160 000 €
	Reconversion du logement de la DSDEN 52	27 089 €
	Travaux de rénovation du CIO de Romilly sur Seine	96 000 €
	Mission de maîtrise d'œuvre relative à la requalification de l'amphithéâtre du rectorat de Reims	1 764 000 €
STRASBOURG	Remise en état façade de l'annexe du rectorat suite à la dépose de l'ascenseur extérieur	108 000 €
	Relamping DSDEN 67	84 000 €

La relation de travail DRAA-DIRAGE reste encore à construire. A l’exception du site de Nancy, la DRAA est assez peu associée aux procédures et se borne à transmettre les différents contrats à la signature du représentant du pouvoir adjudicateur une fois la procédure finalisée.

**Clarifier les compétences de chacun et veiller à ce que la DRAA soit associée en amont des procédures.**

Enfin, dans le cadre du projet Territoire Numérique Educatif (TNE), la DRAA a lancé une consultation pour les besoins de la délégation régionale académique pour le numérique éducatif (DRANE) en UX Design (140 000€). Le marché est en cours de consultation.

Les nouveaux besoins nés des appels à projet (AAP) et appels à manifestation d’intérêt (AMI) pour lesquels les académies ou la région académique, lauréats, ont obtenu un financement, sont susceptibles de nécessiter des procédures dédiées pour être couverts, en l’absence de supports existants.

Dans ce cadre, la DRAA va devoir accompagner les porteurs de projet afin de répondre au mieux à ces nouveaux enjeux.

.

La DRAA a par ailleurs déployé plusieurs marchés nationaux et régionaux au bénéfice des trois académies :

Objet	Besoin	Support	Titulaires
Maintenance CVC (chauffage, ventilation, climatisation)	Renouvellement	Région GRAND EST	Suivant les lots départementaux
Maintenance des ascenseurs	Renouvellement	Région GRAND EST	Suivant les lots départementaux
SOLIMPROD Copieurs Ateliers de reprographie	Nouveau	Région GRAND EST	Suivant les lots départementaux
Fourniture de papier pour atelier (papier recyclé)	Renouvellement	National	INAPA
Fourniture de papier pour copieurs adm	Renouvellement	National	UGAP
Déplacements temporaires	Renouvellement	National	AMPLITUDES
Marché de carte achat et cartes affaires	Renouvellement	National	BNP PARIBAS
Fournisseur accès internet (FAI)	Renouvellement	National	CELESTE
Gestion de la flotte automobile	Renouvellement	National	ALD
Produits d'entretien et de fournitures	Nouveau	National	UGAP
Produits électriques	Nouveau	PFRA Besançon pour le national	FOUSSIER
Convention IRU Colmar	Nouveau	Université	en cours
Nettoyage des bureaux	Nouveau	Région GRAND EST	Suivant les lots départementaux

Le déploiement de ces supports nationaux et régionaux nécessitent de la part de la DRAA un travail de coordination entre les différents acteurs (DAF, services utilisateurs et/ou bénéficiaires) et d'accompagnement des services utilisateurs dans le déploiement opérationnel et le suivi d'exécution.

L'existence de supports régionaux et nationaux qui s'imposent aux services de l'Education nationale permettent d'unifier les procédures d'achat. Néanmoins les modalités et les pratiques de gestion entre les académies peuvent être différentes et exercées à différents niveaux. La dispersion de la fonction achat au sein d'autres services ne permet pas de s'assurer du respect et de l'atteinte des cinq axes de performance. Par ailleurs, elle prive la région académique d'opportunités et obère ses chances d'atteindre son objectif de transversalité.

**Reprendre la main à l'occasion du renouvellement des procédures et recentrer la fonction achat à la DRAA.**

La direction régionale académique des achats pour assurer sa mission sur le périmètre de la région académique doit transformer son organisation pour **sécuriser, professionnaliser et améliorer l'achat**.

L'organisation actuelle de la DRAA est héritée des modèles académiques, chaque site ayant conservé son modèle et son positionnement organisationnels. Il convient dorénavant d'organiser le service régional en fonction de l'environnement et du niveau de maturité des pratiques et des moyens achat mis à disposition.

**La fonction achat est reconnue au sein de la région académique. Il existe des stratégies achats différenciées par segment. Le recours aux supports ministériels et interministériels mis en place par le ministère sont maîtrisés et connus. Au niveau local, des leviers achat sont mis en place en amont et les synergies achat / prescripteur permettent, le plus souvent, d'intégrer les achats dès l'expression des besoins. L'organisation peut néanmoins gagner en maturité et en performance.**

Différents leviers peuvent être actionnés pour améliorer l'organisation :

- Mutualiser les besoins et élever le niveau d'expertise en adoptant une approche plus globale et transversale. La massification permettra également d'envisager d'autres stratégies afin de peser vis-à-vis du secteur économique ;
- Elaborer la cartographie régionale et construire des indicateurs permettant, d'une part, de démontrer que la fonction achat est créatrice de valeur en mettant en avant les possibles gains d'achat, les externalisations ou internalisations possibles, les mutualisations, les évolutions de procédure (ex : le déploiement de la carte achat) et, d'autre part, de mener conjointement un premier projet significatif au niveau régional dans une démarche de co-construction afin de faire émerger un esprit de service ;
- Construire et faire vivre **la relation acheteur prescripteur et développer un réseau à l'échelle de la région académique** : actions de communication pour promouvoir l'activité de la direction et actions de formation / information des prescripteurs afin de capitaliser sur les compétences du réseau ;
- Unifier les pratiques achats et recentrer le service sur la fonction achats.

**Contactez la DRAA :**

[ce.draa@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.draa@region-academique-grand-est.fr)



17/17



Business activity of subsidiaries



# **Rapport d'activité des services inter-académiques**



Le service inter-académique des systèmes d'information a été créé le 1er juin 2021. Il regroupe les DSI des 3 académies de Reims, Nancy-Metz et Strasbourg avec un effectif de 206 agents internes, soit en ajoutant les missions nationales et les prestataires un total d'environ 250 personnes.

**Département Relation Usager (DRU) :** département qui a en charge l'assistance de l'ensemble des agents de l'académie (y compris les établissements scolaires), et s'occupe du matériel des agents dans les services académiques.

**Département Innovation et Développement (DID) :** département en charge des développements académiques, de l'intégration d'applications d'autres académies et de la mise à disposition des outils décisionnels de pilotage.

**Département Applications Métiers (DAM) :** département qui accompagne les services métiers dans l'usage des applications nationales et académiques. Les agents du DAM exploitent les systèmes d'information qui sont sous la responsabilité de chaque académie.

**Département Ingénierie et Architecture (DIA) :** département qui a en charge l'infrastructure système et réseau de l'académie, même si l'infrastructure technique se trouve maintenant à distance. De plus, ils maintiennent le réseau, la connexion Internet la téléphonie des sites académiques (Rectorat, DSDEN, IEN/CIO...).





## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

### — Département Relation Usager :

Au niveau de l'assistance des usagers, la première étape a été de mettre en place un outil commun pour gérer les demandes d'assistance (Kristal). L'outil permet maintenant de mutualiser les ressources de la DSIGE au niveau de la région académique (en place à Nancy depuis la rentrée 2022, et à Reims et Strasbourg depuis février 2023). La seconde étape va être initiée à la rentrée 2023 avec la mise en place de Vigilance ticket, il s'agit d'une nouvelle organisation inter-académique de la DSIGE permettant de répondre rapidement aux diverses demandes des usagers, indépendamment de l'équipe DSIGE qui prendra en charge la demande.

### — Département Ingénierie et Architecture :

Le projet PHAC (déménagement des salles machines des 3 rectorats) permet de centraliser l'infrastructure sur un datacenter interministériel et de sécuriser la disponibilité de nos applications envers les agents de la région académique. La migration a été faite pour Nancy et Reims, et le projet PHAC est en cours pour l'académie de Strasbourg avec l'objectif de migrer début 2024.

### — Département Applications Métiers :

Migration majeure sur les systèmes d'information SIRH, avec une modernisation et une centralisation au niveau national des applications, et surtout une migration vers un nouveau système d'information interministériel : RenoIRH.

### — Département Innovation et Développement :

Développement d'applications à destination des services régionaux et des services inter-académiques avec une phase pilote pour la DRAJES, notamment sur des applications pour gérer les congés, les comptes épargne-temps (CET) ou les demandes de télétravail au niveau de la région académique. Les applications sont uniques, tout en s'adaptant aux besoins de chaque territoire.

### — Sécurité :

Mise en place d'une cellule opérationnelle de sécurité, pour mieux établir des plans de prévention auprès des usagers ou de réagir en cas de cyber-attaque. De plus, en concertation avec les Responsables Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), des campagnes de changement de mot de passe ont été mises en place dans la région académique Grand Est (à Reims et Nancy dans un premier temps, et à Strasbourg à la rentrée), et ont permis de diminuer fortement les vols d'identité et de données.

### — Organisation de la DSIGE :

Poursuite de la mise en place de la nouvelle organisation inter-académique, et de la mise en avant des bénéfices de la mutualisation.



#### Contactez la DSIGE :

[ce.dsi@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.dsi@region-academique-grand-est.fr)



Créé le 1<sup>er</sup> novembre 2021, le service basé à Strasbourg comprend 27 Équivalents temps plein (ETP) répartis dans les 3 académies (12 ETP Strasbourg, 9 ETP Nancy-Metz et 6 ETP Reims) auquel s'ajoute le chef du service inter-académique. Le chef du service est secondé par 3 adjoints (1 par académie).

Le service a en charge l'organisation de l'ensemble des concours de la région académique Grand Est : concours 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré, concours administratifs.

3 pôles ont été créés durant l'année 2021 – 2022, chaque pôle (un par académie) ayant pour rôle de piloter et de coordonner les missions liées à l'organisation des concours pour toute l'académie :

- Pôle « concours nationaux » piloté par l'académie de Reims. Mission de pilotage des concours du 2<sup>nd</sup> degré ;
- Pôle « concours 1<sup>er</sup> degré » piloté par l'académie de Nancy-Metz ;
- Pôle « concours déconcentrés » piloté par l'académie de Strasbourg. Mission de pilotage des concours administratifs.

Chaque pôle est piloté par un référent de l'académie pilote.



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

Des ateliers de réflexion auxquels ont participé tous les agents du service ont été menés par pôle durant l'année 2021-2022 et ont conduit à un certain nombre d'actions menées en 2022-2023.

### — Concours 1<sup>er</sup> degré

Pour le pôle en charge des concours du 1<sup>er</sup> degré, il a été défini un calendrier commun permettant de tenir compte des spécificités de chaque académie et de proposer des activités physiques sportives et artistiques (APSA) communes aux 3 académies. Par ailleurs, un groupe de travail a été réuni tout au long de l'année 2022-2023 afin de définir un cahier des charges pédagogique commun aux trois académies (forme des documents utilisés, définition des attendus pédagogiques, etc.) pour les épreuves orales d'admissibilité.

L'objectif de ce groupe de travail est désormais de concevoir et de mutualiser les sujets des épreuves orales pour les 3 académies pour la session 2024.

Chaque académie aura en charge un certain nombre de sujets à concevoir sous la supervision d'un référent académique. La répartition des sujets est effectuée par le groupe de travail en lien avec le référent de l'académie pilote.

Pour chaque discipline, l'élaboration des sujets se fera en collaboration étroite avec les inspecteurs des 3 académies tout au long de la session 2024.

La répartition de l'élaboration des sujets pourra être modifiée selon une périodicité définie par les académies, ceci afin de ne pas mobiliser les mêmes acteurs d'année en année.

Le référent de l'académie de Nancy-Metz est en charge de la réception, la validation, la reprographie et la distribution aux 3 académies.

## — Concours déconcentrés

Depuis plusieurs années, l'académie de Strasbourg organise le concours interministériel (Justice, Intérieur, Défense, Agriculture) de recrutement des personnels administratifs (ADJA – SA CN) pour les 3 académies de la région Grand Est. Le périmètre d'affectation des lauréats de ce concours interministériel est la région Grand Est.

Pour ce concours interministériel, les candidats passaient l'épreuve d'admissibilité dans l'académie de Strasbourg. En parallèle du concours interministériel, chaque académie organisait dans son académie l'épreuve d'admissibilité pour les candidats relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse.

D'une part, cette organisation ne permettait pas pour les candidats de l'académie de Nancy-Metz et de Reims de se présenter au titre du concours interministériel et de l'Education nationale (les épreuves ayant lieu le même jour).

D'autre part, cette organisation avait pour incidence d'avoir un faible nombre d'inscrits au concours pour les académies de Nancy-Metz et de Reims (24% des inscrits provenant de ces deux académies contre 76% provenant de l'académie de Strasbourg), d'avoir une défection d'un nombre important de candidats inscrits en raison de la distance importante à parcourir pour présenter l'épreuve d'admissibilité se déroulant sur une matinée (temps de déplacement et budget consacré plus important pour les candidats des académies de Nancy-Metz et de Reims) à Colmar.

En outre, une défection importante des lauréats au concours interministériel est constatée en raison du périmètre trop grand du concours. Ce grand nombre de défections a pour principale conséquence l'impossibilité de pourvoir tous les postes proposés au concours.

En lien avec la Préfecture et le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes (SGARE), une expérimentation a été proposée au Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse à l'initiative de la Préfète de la région Grand Est.

En parallèle de cette expérimentation, 2 nouveaux centres ont été mis en place (un dans l'académie de Nancy-Metz et un dans l'académie de Reims) pour organiser l'épreuve d'admissibilité du concours interministériel.

Par ailleurs, chaque académie organise désormais une seule épreuve d'admissibilité pour tous les ministères y compris le Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse. Cette nouvelle organisation devrait permettre de limiter les pertes en termes d'inscription et de présentation de l'épreuve d'admissibilité et encourager les candidats à présenter l'ensemble des concours.

L'épreuve d'admission reste quant à elle organisée dans l'académie de Strasbourg.

## — Portail du service interacadémique

Afin de pouvoir rendre visible le service inter-académique, une réflexion a été amorcée avec la DSIGE sur la faisabilité de la mise en place d'un portail du service inter-académique. Ce dernier permettra d'avoir une première porte d'entrée des futurs candidats aux concours et de pouvoir rassembler les principales informations relatives aux différents concours.

Un cahier des charges a été construit par les adjoints au chef de service et le chef de service. La mise en place de ce portail devrait donc rapidement intervenir.



### Contacteur le SIAC :

[ce.examens-concours@ac-strasbourg.fr](mailto:ce.examens-concours@ac-strasbourg.fr)



Le Service inter-académique des Statistiques apporte une aide au pilotage au recteur de région académique, aux recteurs d'académies, au secrétaire général de région académique et aux secrétaires généraux d'académie. Son siège est situé à Reims et il est composé de 26 agents répartis sur les trois sites de la région académique.

Il propose des outils et des indicateurs d'aide à la décision et d'appui statistique au pilotage pour les acteurs régionaux et académiques.

Il conçoit des études, des analyses, des recherches et des publications pour appuyer et valoriser la mise en œuvre des politiques publiques aux différents échelons territoriaux.

Il assure le pilotage du programme d'enquêtes statistiques de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) dans les trois académies.

Il coordonne les travaux d'étude et de recherche qui sont menés entre la région académique, les académies et les partenaires extérieurs.

Les agents du service sont également invités à se positionner dans un ou plusieurs des pôles d'expertise inter-académiques, afin d'échanger sur leurs pratiques et favoriser leur montée en compétence dans certains champs spécifiques de la statistique publique : la cartographie, le développement statistique, la gestion d'enquêtes et référentiels, l'analyse de données.



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

Le service inter-académique des statistiques a été officiellement créé au 1er Septembre 2021 et son organisation pérenne a pu être mise en place à partir de la rentrée 2022. Elle s'organise en deux grands axes :

### — La création d'un guichet unique de réponse à la demande

L'adresse fonctionnelle « [sias@region-academique-grand-est.fr](mailto:sias@region-academique-grand-est.fr) » a été créée en Janvier 2022. Seuls les responsables des trois sites sont destinataires des mails envoyés à cette adresse, ce qui permet en amont une factorisation de la charge de travail liée à la demande ainsi qu'une meilleure répartition de celle-ci.

### — La mise en place de l'organisation en pôles d'expertise

Les quatre pôles d'expertise inter-académiques sont animés par un chef de pôle, agent du site sur lequel le pôle est implanté. Les missions des pôles sont décorréélées de l'exercice de la réponse à la demande du service inter-académique.

**Pôle analyse de données** : le pôle permettra de faire converger les pratiques et les sujets de publications dans les trois académies. Il procédera au recensement des activités de rédaction dans les différentes académies et arbitrera pour chacune s'il y a lieu de soit remplacer les publications académiques par une publication régionale, soit faisable "en-série" de la même manière dans les trois académies, soit de laisser en l'état la publication académique. Dans les premiers sujets à traiter : constitution d'une charte graphique pour les publications en région académique, harmonisation des méthodes de calcul.

**Pôle développement statistique** : le pôle permettra de partager les outils et les méthodes utilisées dans les différentes académies. Il réfléchira à la façon de partager les données et le code, et aux éventuelles formations à mutualiser. Il sera également un lieu d'échanges sur les bonnes pratiques de développement et d'assistance mutuelle. Il effectuera une veille technologique et proposera aux membres du service des présentations des éventuelles nouveautés dans son domaine de compétence (data visualisation, outils de partage).

**Pôle expertise cartographique** : le pôle permettra d'échanger sur les pratiques et technologies de chaque académie en matière de cartographie dynamique ou statique. Si des demandes ou besoins communs sont identifiés, une convergence sera alors recherchée pour faciliter la mutualisation des travaux. Le pôle sera également un lieu de transmission et de veille technologique à l'attention du service entier, en proposant des animations et présentations.

**Pôle référentiels et enquêtes** : le pôle permettra de recenser et d'analyser les pratiques de gestion des différents référentiels académiques (Ramsese, Ban) pour dégager celles qui sont spécifiques à chaque académie et celles qui sont communes, afin de construire une boîte à outils et des fiches de procédure. Il permettra également un meilleur partage des connaissances de nos bases de gestion dans le service et facilitera la continuité de service en cas d'imprévu.

### **Journée du Service inter-académique des Statistiques le 15 Juin 2023**

L'ensemble des agents du service se sont réunis pour la deuxième fois à Strasbourg, dans les locaux de Réseau-Canopé. À l'issue d'une matinée de bilan d'activité introduite par le Secrétaire Général de la Région académique et après un déjeuner en commun, les pôles d'expertise se sont retrouvés en présentiel pour la première fois.

Plusieurs axes de travail pour les mois à venir ont ainsi pu être dégagés, synthèse des premiers échanges réalisés tout au long de l'année scolaire écoulée :

**Pôle analyse de données** : le pôle propose une sérialisation et une harmonisation des notes et publications réalisées sur le thème commun des constats de rentrée premier et second degré. Il s'agira de s'accorder sur des définitions, des calculs et des figures communes pour les notes ainsi que sur une convergence des maquettes utilisées.

**Pôle développement statistique** : le pôle propose le développement d'une application en commun pour aider à la réalisation du constat du 2<sup>nd</sup> degré, afin de faciliter la réalisation des contrôles et des redressements commandés par la DEPP d'une part, et les échanges avec les établissements d'autre part.

**Pôle expertise cartographique** : le pôle propose la réalisation d'une carte « poster » des établissements de la région académique, qui pourra être livrée aux directions et services régionaux.

**Pôle référentiels et enquêtes** : le pôle propose un recensement des fiches de procédure de gestion d'enquêtes existant dans les trois académies, leur mutualisation et leur harmonisation formelle.



**Contactez le SIAS :**

[sias@region-academique-grand-est.fr](mailto:sias@region-academique-grand-est.fr)



Le service inter-académique des affaires juridiques a été créé par arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2021. La cheffe du SIAAJ a été nommée en avril 2022.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique du recteur de l'académie de Reims et sous l'autorité fonctionnelle des deux autres recteurs.

Il regroupe pour chacune des académies, les services des affaires juridiques et les services de « conseil et contrôle des établissements scolaires d'enseignement secondaire (EPL) ». L'académie de Strasbourg dispose en sus d'un autre service intégré au SIAAJ, le bureau « de la vie scolaire », chargé notamment de l'élaboration et du contrôle des règlements intérieurs, des conseils de discipline et des recours en matière d'IEF.

Le SIAAJ compte 27 personnes (12 de catégorie A, 12 de catégorie B et 3 de catégorie C).

Pour la rentrée 2023, 3 nouveaux Équivalents temps plein (ETP) devraient rejoindre le SIAAJ, soit un par académie. En effet, la Direction départementale des finances publiques (DDFIP) transfère la mission d'apurement des comptes des EPLE aux académies. Ce transfert s'accompagne donc de la création de 3 ETP supplémentaires au sein du SIAAJ.



## Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2022/2023

### — Activités des services des affaires juridiques

L'activité contentieuse varie d'une académie à l'autre, les travaux préparatoires ayant conduit au choix de l'absence de spécialisation des services au bénéfice d'une activité territoriale.

- 243 nouveaux recours contentieux ont été enregistrés pour 2022. Dans 92% des cas jugés en 2022, les décisions étaient favorables à l'administration. Pour les 8% restant, il s'agit majoritairement de contentieux RH pour lesquels les procédures n'ont pas été respectées.
- 277 demandes de protections fonctionnelles dont seulement 1/3 de refus (express ou tacites)

### — Activités des services dits « Rconseils »

L'activité de ces 3 services s'orientent essentiellement sur le conseil et l'accompagnement des adjoints gestionnaires, des agents comptables et des chefs d'établissement.

- En moyenne, 25 000 actes transmissibles sont contrôlés tous les ans pour 713 établissements.

Les 3 chefs de service sont chargés en sus de la surveillance du déploiement d'Op@le, de la formation des néo-gestionnaires et de l'accompagnement des EPLE.

### — Activités du service « vie scolaire » de Strasbourg

Ce service est spécifique à Strasbourg. Il est spécialisé dans certains domaines et son expertise est précieuse au sein du SIAAJ, notamment en matière de règlement intérieur et de discipline.

Ce service a déjà traité depuis un an :

- 39 commissions d'appel disciplinaires élèves.
- 87 dossiers d'instruction en famille (IEF) (avec deux commissions par mois).
- 3 recours devant le tribunal administratif (TA) pour des cas de discipline élève.

### — Le fonctionnement actuel du service

Le SIAAJ s'est réuni une première fois en format inter-académique par visio le 7 décembre 2022, les grèves n'ayant pas permis la réunion en présentiel.

Le 14 mars 2023, 21 des 27 collaborateurs ont pu se rencontrer à Nancy, pour une journée de partage de pratiques et de propositions de fonctionnement.

Depuis un an, le SIAAJ a communiqué grâce à 12 visios, un déplacement à Nancy et 5 à Strasbourg.

A l'avenir, l'instauration d'une visio mensuelle sera officialisée.

### — Les chantiers en cours

Pour le dernier trimestres 2023, le SIAAJ devra :

- Avoir recruté les 3 ETP « Rconseil/Op@le/contrôle budgétaire (contrôle du ministère prévu en octobre)
- Avoir mis en place un outil de partage d'informations (Tribu semble présenter toutes les caractéristiques requises pendant la journée du 14 mars)
- Avoir mis en place un plan de formation sur 3 ans compte tenu des besoins très spécifiques de ce service
- Avoir uniformisé les courriers de protection fonctionnelle
- Avoir statué sur le traitement de certains recours (supérieurs, jeunesse et sports...) et sur le fonctionnement des permanences estivales







**RÉGION ACADÉMIQUE  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

